



COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE

CONSEIL COMMUNAL DU 18 SEPTEMBRE 2018
GEMEENTERAAD VAN 18 SEPTEMBER 2018

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Francis Delpérée, *Conseiller communal-Président/Gemeenteraadslid-Voorzitter* ,
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre/Burgemeester* ,
Serge de Patoul, Damien De Keyser, Pascal Lefèvie, Christophe De Beukelaer, Caroline Persoons,
Dominique Harmel, Caroline Lhoir, Helmut De Vos, *Échevins/Schepenen* ,
Willem Draps, Jean-Claude Laes, Claude Caiels, Béatrice de Spirlet, Philippe van Cranem, Anne-Charlotte d'Uisel, Carla Dejonghe, Françoise de Callatay-Heibiet, Christine Sallé, Priscilla de Bergeyck, Joelle Raskin, Michel Vandercam, Alexia Bertrand, Georges Dallemagne, Alexandie Pison, Aymeric de Lamotte, Tanguy Verheyen, Aurélien de Bauw, Cécile Vansel, Marina Vamvakas, Sophie Liègeois, Claire Renson-Tihon, Odile Callebaut, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsliden* ;
Georges Mathot, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

18.09.2018/A/0001 **CC - Adoption du registre des délibérations de la séance du 26.06.2018**

LE CONSEIL,

Considérant que le registre de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ,
Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 22 et 23 ;

DECIDE d'approuver le registre des délibérations de la séance du 26.06.2018.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
26 votants : 26 votes positifs.

GR - Goedkeuring van het register der beraadslagingen van de zitting van 26.06.2018

DE RAAD,

Overwegende dat het register van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsliden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad,

met name de artikels 22 en 23 ;

BESLUIT het register der beraadslagingen van de zitting van 26.06 2018 goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

Caroline Persoons entre en séance / treedt in zitting.

Carla Dejonghe entre en séance / treedt in zitting.

Priscilla de Bergeyck entre en séance / treedt in zitting.

Georges Dallemagne entre en séance / treedt in zitting.

Aymeric de Lamotte entre en séance / treedt in zitting.

Aurélien de Bauw entre en séance / treedt in zitting.

Odile Callebaut entre en séance / treedt in zitting.

18.09.2018/A/0002 **CC - Interpellation citoyenne à la demande de M. Daniel CORNELIS, citoyen, représentant 32 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins - "Problèmes vécus dans le quartier du Val des Seigneurs : le Recypark"**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 84ter et 89bis ;

Vu le dossier intitulé "Interpellation citoyenne - "Problèmes vécus dans le quartier du Val des Seigneurs · le Recypark"", inscrit à l'ordre du jour de la présente séance du Conseil Communal à la demande de M. Daniel CORNELIS, citoyen, représentant 32 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins ;

ENTEND :

1. l'interpellation citoyenne de M Daniel CORNELIS, citoyen, représentant 32 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur le Bourgmestre,

Mesdames et Messieurs les Échevins et les Échevins,

Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers communaux,

Monsieur le Secrétaire Communal,

Mesdames et Messieurs,

Le Comité de quartier du Val des Seigneurs ici présent, vous remercie de nous avoir reçu à ce conseil pour vous exposer les problèmes vécus au quotidien par les habitants des trois bâtiments situés à proximité du Recypark des deux Woluwe.

Avec les habitants du quartier nous nous sommes penchés sur les questions et souhaitons vous exposer en détail les problèmes vécus. Nous souhaitons également proposer des pistes de solutions.

Cette interpellation porte sur 3 points:

1. Suite à la cession de la déchetterie de Woluwe-Saint-Pierre à la Région de Bruxelles-Capitale et par ses activités, nous subissons quotidiennement diverses formes de nuisances

qui impactent, entre autres, sur la santé des riverains :

Je cite les **11 points** de nos constats ·

1. Le non respect du point 3 exposé entre les parties du contrat de bail emphytéotique du parc à conteneurs (PAC) de Woluwe-Saint-Pierre

Je cite :

"3. L'objectif poursuivi par l'Agence Bruxelles-Propreté (APB) est de faire du Parc à Conteneurs un modèle d'intégration urbaine, notamment par l'amélioration de son aménagement et de son esthétique et par l'adoption de mesures permettant entre autres la minimisation des nuisances sonores."

2. Le non respect du point 4 exposé entre les parties du contrat de bail emphytéotique du parc à conteneurs de Woluwe-Saint-Pierre.

Je cite :

"4. L'objectif poursuivi par la Commune de Woluwe-Saint-Pierre, outre l'application de l'Ordonnance du 26 juillet 2013, est de maintenir la qualité du cadre de vie des riverains du parc à conteneurs, de même qu'un service au moins aussi qualitatif aux habitants de WSP."

3. Le non respect de points exposés dans l'annexe du contrat de bail emphytéotique et intitulé : Fonctionnement de la déchetterie de Woluwe-Saint-Pierre

La déchetterie est implantée à proximité d'immeubles à appartements multiples. Tout doit être mis en oeuvre pour réduire les nuisances sonores et environnementales vis-à-vis des riverains et assurer la qualité de leur cadre de vie, de même qu'un service au moins aussi qualitatif que celui qui était assuré par les services communaux.

1. Mobilité - Circulation - Stationnement

*1.1. L'enlèvement et l'échange des conteneurs ne peuvent avoir lieu que du lundi au vendredi
entre 07h30 et 19h00.*

1.2. Les véhicules des particuliers domiciliés à Woluwe-Saint-Lambert arriveront par

l'avenue Dumont

La file d'attente se fera en amont du passage sous le pont. Les véhicules des particuliers de Woluwe-Saint-Lambert quitteront la déchetterie par le Val des Seigneurs et la chaussée de Stockel...

Aucune file d'attente ne sera acceptée sur la chaussée du Val des Seigneurs.

2. Non repris dans ce texte.

3. Bruits et nuisances

Aucune diffusion de musique n'est autorisée sur le site de la déchetterie

Les cris et bruits excessifs sont proscrits.

L'Agence Bruxelles-Propreté prendra toute disposition utile pour limiter le bruit

*lors du déplacement des conteneurs et lors du remplissage de ceux-ci
(bruits provoqués par la chute des objets).*

4. Nous constatons que les conventions d'enlèvement des conteneurs par les sous-traitants ne sont pas respectées.

L'enlèvement se fait la plupart du temps entre 06h00 et 06h30.

Nous subissons les points cités ci-dessous .

5. le bruit que font les conteneurs lorsqu'ils sont déplacés (dès 06h00 du matin)
;

6. le bruit des objets qui sont jetés sans ménagement dans ces mêmes conteneurs ;

7 le fait qu'on ne peut plus profiter du bien-être de nos terrasses, ni à l'arrière, ni à l'avant ,

8. le désagréement provoqué par les voix excessives des employés de Bruxelles-Propreté qui s'entend à 50 mètres à la ronde ,
9. le volume considérable du trafic entre le pont et la chaussée de Stockel lors des jours d'affluence au Recypark, les bouchons et les coups de klaxons intempestifs lors d'affluence à la déchetterie ;
10. le fait de ne plus savoir quitter sa place de parking ou de ne pas pouvoir se garer à cause de ces bouchons ,
11. les coups de klaxons des camions à l'entrée et à la sortie du site du parc à conteneurs.

2. Le dépotoir des voitures et conteneurs dans la zone verte de l'écran pare-bruit (côté petite rue de l'Hôpital) :

- a. Les épaves de voitures et conteneurs laissés dans le dépôt communal du côté de la Petite rue de l'Hôpital ;
- b. Les déchets en tout genre abandonnés dans la zone verte qui devait servir d'écran sonore.

La nature n'y a plus sa place.

3. La gestion des déchets dans les ateliers communaux côté cimetière :

Les odeurs nauséabondes dégagées par l'accumulation des poubelles communales à l'arrière du dépôt le long de la promenade verte, avec pour conséquence la déjection des animaux sur les tombes du cimetière.

En conclusion, nous vous demandons, Mesdames et Messieurs, de mettre tout en oeuvre de ce qui est en vos pouvoirs pour trouver des solutions aux problèmes des résidents de ce quartier, les appliquer et les faire respecter.

Comme nous venons dans un esprit constructif, nous vous proposons déjà ici quelques pistes de solutions proposées par le Comité de quartier :

A court terme :

1. En préambule le Comité de quartier se pose la question face à l'activité spécifique d'un parc de recyclage : est-ce qu'une étude de risques a été réalisée ? (incendie, produits chimiques, dégagements gazeux, formation du personnel aux premiers secours et incendie, etc ..)
2. Faire respecter les points précités du bail emphytéotique traitant des nuisances sonores et du maintien de la qualité du cadre de vie des riverains, entre autres, afin de conserver la valeur des biens immobiliers des propriétaires.
3. Etudier la possibilité de faire une rotation d'accès entre les habitants de Woluwe-Saint-Pierre et ceux de Woluwe-Saint-Lambert.
4. Etudier la possibilité d'appliquer de nouveaux horaires d'ouverture, en réduisant ceux-ci.
5. Ramener l'accès au Recypark à 5 jours/semaine
(cf : Contrat de bail emphytéotique du PAC - Article 15 : Principes de fonctionnement du PAC - "Article 15 · Principes de fonctionnement du PAC"
Les parties joignent en annexe quelques principes essentiels d'organisation du PAC, fixés de commun accord.
Les horaires du PAC sont fixés comme suit :
Mardi - Jeudi - Vendredi - Samedi : de 09h00 à 16h00 Mercredi : 09h00 à 19h00
Fermé les lundis, dimanches et jours fériés.
6. Mettre en place une réglementation pour désengorger le Val des Seigneurs lors d'affluence à la déchetterie.
7. Utiliser des conteneurs fermés pour les déchets communaux et qu'ils soient vidés régulièrement.

8. Mettre fin au dépôt de carcasses de véhicules et de conteneurs du côté de la rue de l'Hôpital et rendre cet endroit de verdure de qualité respectable
9. Ne pas transformer cette partie du Val des Seigneurs en "Quartier délaissé" de Woluwe-Saint-Pierre qui aurait pour conséquence la dévalorisation de nos biens immobiliers : point inacceptable par les citoyens de ce quartier.

A long terme :

Sur base d'une étude juridique de faisabilité à réaliser par vos soins, il faudrait délocaliser le Recypark vers une zone non urbaine (cf. les autres Recypark de Bruxelles-Capitale).

Enfin pour mémoire, Mesdames et Messieurs ;

1. Dans une étude économique et géographique de faisabilité réalisée par Arcadis (société d'ingénierie, de conseil et de gestion de projets) datant de octobre 2011.

"Etude économique et géographique de faisabilité relative à l'implantation de nouveaux parcs à conteneurs en Région de Bruxelles-Capitale Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement

Numéro de projet 11763 | version finale | 12-10-2011"

il est noté que :

Sur le plan de l'intégration spatiale ·

Le PAC est situé à proximité d'un quartier résidentiel. Il est localisé au sein d'une zone regroupant plusieurs services communaux (serres, dépôt de matériaux, ateliers,...). Il est longé par une promenade verte.

De nombreux aménagements ont été réalisés afin de répondre aux plaintes des habitations voisines : pergola sur les conteneurs, haies végétales, espace vert tampon, échanges des conteneurs après 09h00, aspersion des déchets verts,

Perspectives futures

Il n'est pas prévu de fermer le site.

Les serres communales jouxtaient le PAC. Elles ont été démolies et il est a priori prévu de les reconstruire. Cet espace pourrait servir à agrandir le PAC. Cependant, déjà actuellement, les riverains supportent difficilement la présence du Parc à conteneurs."

Le problème n'est donc pas récent.

2 La majorité de ces points ont déjà été signalés en octobre 2016 lors d'un entretien avec Monsieur le Bourgmestre.

3. Un nombre conséquent de mails avec photos à l'appui ont déjà été envoyés aux autorités communales pour signaler l'ensemble de ces problèmes.

Lors du Conseil communal du 27 février 2018 il y a déjà eu une interpellation à ce sujet par M. Michel VANDERCAM (cf : Conseil communal du 27 février 2018 ordre du jour complémentaire/Point 30 - CC - Interpellation - "Le bruit en général et ses méfaits démontrés sur la santé des citadins - Val des Seigneurs - Déchetterie" (M. Michel VANDERCAM).

A l'issue de notre intervention citoyenne nous souhaitons également entendre de votre part,

Mesdames et Messieurs, la suite que vous y donnerez."

2. la réponse qui lui est donnée par Mme Caroline LHOIR et M. Damien DE KEYSER, échevins ,
3. de même que les interventions respectives de M Tanguy VERHEYEN et Mme Alexia BERTRAND, conseillers communaux

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 84ter et 89bis ;

Vu le dossier intitulé "Interpellation citoyenne - "Questions multiples de la plateforme Transparencia.be"", inscrit à l'ordre du jour de la présente séance du Conseil Communal à la demande de Mme Alexandra KARLOVIC, citoyenne, représentant 28 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins ;

ENTEND :

- 1 l'interpellation citoyenne de Mme Alexandra KARLOVIC, citoyenne, représentant 28 personnes domiciliées dans la commune et âgées de 16 ans au moins, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur le Bourgmestre,

Cher Collège,

Chers conseillers,

Je vous remercie d'ors et déjà de bien vouloir publier un compte rendu contenant vos réponses dans leur intégralité afin que les parties intéressées que je représente soient informées correctement.

Après le scandale du Samusocial, vous avez souvent affirmé publiquement être partisans de l'élan actuel pour la Transparence

A ce titre, les citoyens que je représente ici et moi-même avons plusieurs questions sur lesquelles nous aimerions obtenir des réponses concrètes :

• **Point n° 1: rue du Bernel - Montagne aux Ombres - Clos du Bois Planté - Mostinckx - Muguets - .../Chant d'oiseau (élargi) : quartier abandonné**

Nous sommes responsables du désherbage, déneigement, avec sanction administrative si nous manquons à nos obligations. Qui est responsable de l'état praticable des trottoirs ?

Quand ces trottoirs seront-ils traités comme une priorité et restaurés ? Combien de trottoirs avez-vous rénové durant votre législature et combien se situe dans le quartier mentionné ?

A titre d'exemple : pour l'ave Montagne aux Ombres et Clos du Bois planté, rien n'a été fait depuis 43 ans. A raison d'un précompte immobilier de 4.300 € en moyenne, sur une période de 43 ans, pour un total de 16 maisons (petits immeubles compris) cela nous mène à un total de 2.958.400 €. Votre budget de rénovation pour Montagne aux Ombres a été évalué en 2017 à 8600C pour refaire le trottoir. Il peut être revu à la baisse car les riverains principaux concernés, ne souhaitent pas un élargissement du cheminement comme vous l'avez suggéré. Ils souhaitent d'ailleurs être consultés avant que ce genre de décision, qui ne prend pas en considération l'expérience de l'utilisateur, soit prise.

Vous avez donc les fonds, le devis peut être revu à la baisse. Quand les riverains seront-ils consultés et quand ces trottoirs seront-ils refaits ?

Pourriez-vous à l'avenir veiller à ce que les décorations de Noël soient posées avant les fêtes et enlevées après ?

Réponse de M. Damien DE KEYSER, échevin.

• **Point n° 2 : précompte immobilier**

Contrairement à ce que vous avancez dans le Woluwe Mag comme il me l'a été communiqué par Mr Rimé, ce que nous payons comme précompte immobilier, toutes taxes comprises est exorbitant comparé aux autres communes lorsque l'on en parle entre amis. L'augmentation chaque année par l'indexation amène le précompte immobilier à un niveau qui devient insupportable financièrement pour le citoyen qui doit encore entretenir sa maison qui vieillit chaque année

Cette politique est contraire à celle qui veut maintenir le plus longtemps possible les habitants chez eux. L'aumône de 120 euros à déduire ne change rien à la situation. Qu'avez-vous fait pour remédier à cette situation et éviter ainsi un dépérissement de l'immobilier dans la Commune?

Réponse de M. Dominique HARMEL, échevin ;

Intervention de M. Jean-Claude LAES, conseiller communal.

• **Point n° 3 : les avions**

Quelle est votre position actuelle pour protéger les habitants de Woluwé Saint Pierre de la nuisance sonore des avions dans le quartier/axe avenue François Gay - Avenue de Tervuren - Jules César - Bemel - Atlantique et Chant d'Oiseau ? Cet été à été un enfer pour plusieurs d'entre nous.

Pas abordé.

• **Point n° 4 : cumul des mandats**

Questions pour M. Cerexhe, M. De Keyser, Mme Persoons, M. Lefèvre, M. Harmel, M. de Patoul et M. de Beukelaer : combien d'heures par semaine consacrez-vous exclusivement à la gestion de la Commune ? Quand allez-vous voter le décumul des mandats ?

Réponse de M. Benoit CEREXHE, bourgmestre, et de M. Dominique HARMEL, échevin.

• **Point n° 5 : mise en ligne des projets de décisions soumis au conseil communal**

Quand pourrons-nous à Woluwe Saint Pierre découvrir en ligne, en même temps que les élus, les projets de décisions des points publics et leurs annexes ? (Christophe de Beukelaer ?)

Pas abordé.

• **Point n° 6 : mise en ligne détaillée des dossiers d'enquêtes publiques (études d'incidences, plans en perspective) ?**

Quand aurons-nous accès à Woluwe Saint Pierre à la mise en ligne des enquêtes publiques, permis d'urbanisme et permis d'environnement délivrés ? (Christophe de Beukelaer ?)

Pas abordé.

• **Point n° 7 : rentrée scolaire, quelles sont les écoles en ordre de conformité incendie,électricité, gaz et inventaires amiantes ?**

Quand pourrons-nous à Woluwe-Saint-Pierre disposer de la publication en ligne des documents de conformité divers et inventaires amiante et incendie des écoles de notre Commune ?

Réponse de M. Serge de PATOUL, échevin.

• **Point n° 8 : Place Dumon.**

Quand pourrons-nous disposer des documents qui montrent le coût total, poste par poste, des travaux de la Place Dumon ?

Vous m'avez affirmé dans votre réponse du 28 Mars 2018 que le coût total s'élevait à 3.611.352,02 €. Aujourd'hui il est question d'un coût total de

5.200 000 à 5 5000.000 €. A quoi est dû ce surcoût ? Comment se fait-il qu'il y ait déjà des affaissements ?

Pas abordé.

• **Point n° 9 : Logements C.P.A.S. une priorité négligée.**

Quand les logements du C.P.A.S seront-ils remis en état ? Pourquoi la Place Dumon a-t-elle été l'objet d'une priorité par rapport aux logements du C.P.A.S. ?

Pas abordé.

• **Point n° 10 : répondre publiquement aux utilisateurs de Transparencia / aux demandeurs dans la manière dont ils ont choisi d'exercer leur droit.**

Qu'est-ce qui vous empêche d'envoyer par email (manière dont le demandeur a décidé d'exercer son droit, art 32 de la Constitution), le rapport de la mission en Corée de M. de Patoul à M. Archer ou encore mieux de le publier tel quel sur le site de la Commune ?

Ce voyage est à caractère public et financé par les deniers du contribuable. Nous avons le droit de savoir ce qui s'est passé durant ce voyage. Quand recevrons-nous ce rapport ?."

Réponse de M. Serge de PATOUL, échevin.

• **Point n° 11 : Interpellation citoyenne**

Quand pourrions-nous envoyer celle-ci par email et ainsi suivre la logique de la Commune de dématérialisation du processus ? (Christophe de Beukelaer ?)

Qu'allez-vous faire pour encourager la participation citoyenne à la politique locale ?

Réponse de M. Christophe DE BEUKELAER, échevin.

• **Point n° 12 : Le Parc de la Woluwe/Espace vert/Plaines de jeux**

Celui-ci dépend de l'IGBE mais vous êtes en relation avec l'organisme responsable et représentez la protection des intérêts de la Commune. Le parc a été particulièrement négligé cette année et il n'est pas seulement questions des herbes et autres. Quand celui-ci retrouvera-t'il sa splendeur ?

Les petits espaces verts (comme la haie avenue de l'atlantique) rendent parfois la visibilité difficile et donc représente un danger. Qu'avez-vous prévu de faire ?

Ces derniers sont aussi souvent mal entretenus ou pas assez souvent par "Le Serie à outils", que faites-vous pour améliorer les choses ?

Les plaines de jeux disparaissent ou s'appauvrissent : bois non écologique, plus aucune couleur, peu d'attractions interactives. Quelle est votre objectif ?

Pas abordé.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

18.09 2018/A/0004 **CBE - CC - Documentation - Vente d'ouvrages traitant de divers sujets en lien avec l'histoire et la vie de la commune - Autorisation - Convention de vente - Dispositions - Inscription de la recette**

LE CONSEIL,

Considérant que la Commune de Woluwe-Saint-Pierre dispose d'ouvrages traitant de divers sujets en lien avec l'histoire et la vie de la commune dont notamment .

- Woluwe-Saint-Pierre, Histoire et Terroir
- Petite et grande histoire du nom des rues de Woluwe-Saint-Pierre

- A la découverte de Joli-Bois et Saint-Paul
- Jadis, hier et aujourd'hui

Vu la demande de M. Alexandre VANDEPUT, gérant de la société d'édition LE LIVRE BELGE, rue du Moulin 32, 1630 Linkebeek, B.C.E. 0429.944.778, en vue d'obtenir l'autorisation de mettre en vente, en fonction de la demande, des exemplaires desdits ouvrages via son site Web aux prix et moyennant les rétributions ci-après sur le prix de vente tels que mentionnés ci-après ;

Considérant qu'il convient de permettre aux amateurs d'acquérir des exemplaires desdits ouvrages et d'établir les conditions et modalités de mise en vente ,

DECIDE :

- 1 d'autoriser M. Alexandre VANDEPUT, gérant de la société d'édition LE LIVRE BELGE, rue du Moulin 32, 1630 Linkebeek, B.C.E. 0429.944.778, à mettre en vente, en fonction de la demande, des exemplaires des ouvrages suivants via son site Web aux prix et moyennant les rétributions sur le prix de vente tels que mentionnés ci-après .
 - Woluwe-Saint-Pierre, Histoire et Terreur
prix de vente : 40,00 EUR/rétribution 12,00 EUR ;
 - Petite et grande histoire du nom des rues de Woluwe-Saint-Pierre
prix de vente : 12,00 EUR/rétribution 3,60 EUR ,
 - A la découverte de Joli-Bois et Saint-Paul
prix de vente : 12,00 EUR/rétribution 3,60 EUR ;
 - Jadis, hier et aujourd'hui
prix de vente : 12,00 EUR/rétribution 3,60 EUR ;
2. d'adopter la convention de vente ci-annexée à conclure entre la commune et M. Alexandre VANDEPUT ou tout autre intervenant intéressé par la vente d'exemplaires desdits ouvrages ;
3. de charger le service Secrétariat central de la gestion de l'approvisionnement de M. Alexandre VANDEPUT ou de tout autre intervenant en exemplaires desdits ouvrages ,
4. d'inscrire la recette y relative à l'article 1330/161-02//010 du service ordinaire des budgets des exercices 2018 et suivants.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

CBS - GR - Documentatie - Verkoop van werken die onderwerpen behandelen die verband houden met de geschiedenis en het leven van de gemeente - Goedkeuring - Verkoopsovereenkomst - Bepalingen - Inschrijving van de ontvangst

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeente Sint-Pieters-Woluwe over werken beschikt die handelen over onderwerpen die verband houden met de geschiedenis en het leven van de gemeente waaronder :

- Sint-Pieters-Woluwe, Een rijk verleden
- "Petite et grande histoire du nom des rues de Woluwe-Saint-Pierre"
- Op ontdekking door Mooi-Bos en Sint-Paulus

- "Jadis, hier et aujourd'hui"

Gelet op de vraag van Dhr. Alexandre VANDEPUT, beheerder van de "société d'édition LE LIVRE BELGE", Molenstraat 32, 1630 Linkebeek, K.B.O. 0429 944.778, om toelating te krijgen exemplaren van de bovenvermelde werken via zijn Website te koop aan te bieden, in functie van de vraag, tegen de prijs en mits betaling van een onkostenvergoeding op de verkoopprijs zoals hierna vermeld ;

Overwegende dat amateurs de gelegenheid moeten krijgen exemplaren van bovenvermelde werken te kopen en dat de verkoopvoorwaarden en -modaliteiten moeten opgesteld worden ;

BESLUIT .

1. Dhr. Alexandre VANDEPUT, beheerder van de "société d'édition LE LIVRE BELGE", Molenstraat 32, 1630 Linkebeek, K.B.O. 0429 944.778, toe te laten exemplaren van de hierna vermelde werken via zijn Website te koop aan te bieden, in functie van de vraag, tegen de prijs en mits betaling van een onkostenvergoeding op de verkoopprijs zoals hierna vermeld :
 - Sint-Pieters-Woluwe, Een rijk verleden
verkoopprijs : 40,00 EUR/retributie 12,00 EUR ;
 - "Petite et grande histoire du nom des rues de Woluwe-Saint-Pierre"
verkoopprijs : 12,00 EUR/retributie 3,60 EUR ;
 - Op ontdekking door Mooi-Bos en Sint-Paulus
verkoopprijs : 12,00 EUR/retributie 3,60 EUR ;
 - "Jadis, hier et aujourd'hui"
verkoopprijs : 12,00 EUR/retributie 3,60 EUR ;
2. de bijgevoegde verkoopovereenkomst tussen de gemeente en Dhr. Alexandre VANDEPUT te sluiten of enig andere betrokkene geïnteresseerd in de aankoop van exemplaren van deze werken ;
3. de dienst Centraal Secretariaat op te dragen Dhr. Alexandre VANDEPUT te bevoorraden of enig andere betrokkene geïnteresseerd in de aankoop van exemplaren van deze werken ;
4. de desbetreffende ontvangst in te schrijven op artikel 1330/161-02//010 van de gewone dienst van de begrotingen van de dienstjaren 2018 en volgende.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers . 33 positieve stemmen.

Administration Rémunération du personnel - Beheer Bezoldiging van het personeel

18.09.2018/A/0005 **CC - CBE - Convention relative à l'octroi de la subvention PEB (Performance Energétique et climat intérieur des Bâtiments)**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté SUB/2018/WSP/PEB du 03.05 2018 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention à la commune de Woluwe-Saint-Pierre pour l'année budgétaire 2018 ;

Vu la convention à conclure dans ce cadre entre l'Institut Bruxellois pour la Gestion de

l'Environnement (I.B.G.E.) et la commune de Woluwe-Saint-Pierre pour la période du 01.01.2018 au 31.12.2018 inclus ,

DECIDE d'approuver la convention à conclure entre l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (I.B.G.E.) et la commune de Woluwe-Saint-Pierre relativement à l'octroi de la subvention PEB (Performance Energétique et climat intérieur des Bâtiments) visant à couvrir partiellement ou en totalité les frais liés à l'engagement d'un membre du personnel supplémentaire au cadre de la commune, spécialisé en matière d'économie d'énergie dans les bâtiments afin d'intégrer cette matière dans le cadre du traitement des demandes de permis d'urbanisme et de disposer de personnel compétent pour l'application et le suivi de la réglementation PEB pour des travaux dits de rénovation simple pour la période du 01.01.2018 au 31.12.2018 inclus

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

33 votants · 33 votes positifs.

**GR - CBS - Overeenkomst betreffende de toekenning van de EPB-toelage
(Energieprestatie en Binnenklimaat van gebouwen)**

DE RAAD,

Gelet op het besluit SUB/2018/WSP/EPB van 03.05.2018 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de toekenning van een toelage aan de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor het begrotingsjaar 2018 ;

Gelet op de overeenkomst die tezake moet gesloten worden tussen het Brussels Instituut voor Milieubeheer (B.I.M.) en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe voor de periode van 01.01.2018 tot 31.12.2018 inbegrepen ,

BESLUIT de overeenkomst tussen het Brussels Instituut voor Milieubeheer (B.I.M.) en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe goed te keuren, betreffende de toekenning van de EPB-toelage (Energieprestatie en Binnenklimaat van gebouwen) om gedeeltelijk of geheel de kosten te dekken in verband met de aanwerving binnen de gemeente van een extra personeelslid, gespecialiseerd in energiebesparing in gebouwen zodat deze materie geïntegreerd kan worden in het kader van aanvragen van bouwvergunningen en dat de gemeente beschikt over bekwaam personeel dat de EPB-regelgeving van eenvoudige renovatiewerken kan uitvoeren en opvolgen voor de periode van 01.01.2018 tot 31.12.2018 inbegrepen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen

Politique RH - HR Beleid

18.09 2018/A/0006 **CC - Accord de sous-traitance de traitement de données à caractère personnel - Profile Group - Protection des données - Conclusion et approbation**

LE CONSEIL,

Considérant que le service Politique RH utilise l'outil de recrutement Talentfinder de la société PROFILE GROUP, ayant son siège social boulevard Louis Schmidt 54, 1040 Etterbeek, B.C.E. 0445.445.873 ,

Considérant qu'en vertu du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD),

entré en vigueur le 25 05 2018, le traitement de données personnelles par un sous-traitant doit être régi par un contrat avec le responsable du traitement, à savoir la commune, qui définit notamment l'objet et la durée du traitement, la nature et la finalité du traitement, le type de données à caractère personnel et les catégories de personnes concernées ,

Considérant que la société précitée peut être amenée à traiter des données à caractère personnel concernant les candidats qui postulent à un poste vacant ou qui introduisent une candidature spontanée ;

Considérant qu'il convient de signer avec PROFILE GROUP un accord de sous-traitance de traitement de données à caractère personnel afin de se mettre en conformité avec le RGPD ;

DECIDE :

1. de conclure avec PROFILE GROUP, ayant son siège social boulevard Louis Schmidt 54, 1040 Etterbeek, B.C.E. 0445.445.873, un accord de sous-traitance de traitement de données à caractère personnel ;
2. d'approuver la convention reprise en annexe.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

33 votants · 33 votes positifs.

GR - Onderaannemingsovereenkomst verwerking van persoonlijke gegevens - Profile Group - Bescherming van de gegevens - Afsluiting en goedkeuring

DE RAAD,

Overwegende dat de dienst HR-beleid de aanwervingstool Talentfinder gebruikt van de firma PROFILE GROUP, met maatschappelijke zetel te Louis Schmidlaan 54, 1040 Etterbeek, K.B O. 0445.445.873 ,

Overwegende dat overeenkomstig de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG), in voege getreden op 25.05.2018, de behandeling van persoonsgegevens door een verwerker moet geregeld worden door een overeenkomst met een verwerkingsverantwoordelijke, namelijk de gemeente, die o.a. het voorwerp en de duur van de verwerking, de aard en het doel van de verwerking, het type van persoonsgegevens en de categorieën van betrokken personen bepaalt ;

Overwegende dat bovengenoemde maatschappij wellicht persoonsgegevens zal moeten verwerken met betrekking tot kandidaten die spontaan of voor een bepaalde functie solliciteren ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om met PROFILE GROUP een onderaannemingsovereenkomst verwerking van persoonlijke gegevens te ondertekenen teneinde aan de AVG te voldoen ;

BESLUIT :

1. met PROFILE GROUP, met maatschappelijk zetel te Louis Schmidlaan 54, 1040 Etterbeek, K.B.O. 0445.445.873, een onderaannemingsovereenkomst verwerking van persoonlijke gegevens af te sluiten ;
- 2 de bijgevoegde overeenkomst goed te keuren.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmeis : 33 positieve stemmen.

Modification n° 51

LE CONSEIL,

Vu la constitution coordonnée, notamment l'article 162 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 145 ;

Vu le cadre du personnel communal non-enseignant voté en séance du 06.03.1998, modifié à plusieurs reprises et pour la dernière fois en séance du 19.09.2017 ;

Vu plus particulièrement l'article 1 dudit cadre du personnel communal non-enseignant déterminant l'effectif du personnel administratif ;

Vu l'examen de recrutement et de promotion au grade de secrétaire administratif (niveau B) organisé les 08.01, 01 et 02.03 et 27 et 28.04.2018 ;

Vu l'examen de promotion au grade de huissier/hôtesse-chef (niveau D4) organisé le 15.06 2018 ,

Considérant qu'il est nécessaire d'adapter le cadre administratif afin de pouvoir passer aux nominations des agents ;

Vu l'avis émis en réunion du Comité de Concertation du 04.09.2018 conformément aux dispositions de la loi du 19.12.1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Le cadre du personnel administratif est modifié comme suit :

| Grades | Cadre actuel | Cadre futur |
|---|--------------|-------------|
| Niveau B | | |
| Secrétaire administratif | 24 | 33 |
| | | |
| Niveau C | | |
| Assistant administratif | 28 | 24 |
| | | |
| Niveau D | | |
| <i>Personnel d'accueil et de services</i> | | |
| Huissier-chef ou hôtesse-chef | 0 | 1 |

Article 2

La présente délibération entre en vigueur à partir du 01.10.2018.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

GR - Niet-onderwijzend gemeentepersoneel - Kader van het administratief personeel - Wijziging nr. 51

DE RAAD,

Gelet op de gecoördineerde grondwet, met name artikel 162 ,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 145 ;

Gelet op het kader van het niet-onderwijzend gemeentepersoneel, gestemd in zitting van 06.03.1998, meerdere malen gewijzigd en voor de laatste maal in zitting van

19.09 2017 ;

Gelet meer bepaald op artikel 1 van voornoemd kader van het niet-onderwijzend gemeentepersoneel met betrekking tot de bezetting van het administratief personeel ;

Gelet op het aanwervings- en bevorderingsexamen tot de graad van administratief secretaris (niveau B) georganiseerd op 08.01.01 en 02.03.27 en 28.04.2018 ;

Gelet op het bevorderingsexamen tot de graad van hoofdbode/hostess (niveau D4) georganiseerd op 15.06.2018 ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om het administratief kader te wijzigen teneinde de beampten te kunnen benoemen ;

Gelet op het advies uitgebracht in vergadering van het Overlegcomité van 04.09.2018, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 19.12.1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel ,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Artikel 1

Het kader van het administratief personeel wordt als volgt gewijzigd :

| Graden | Huidig kader | Toekomstig kader |
|------------------------------------|---------------------|-------------------------|
| Niveau B | | |
| Administratief secretaris | 24 | 33 |
| | | |
| Niveau C | | |
| Administratief assistent | 28 | 24 |
| | | |
| Niveau D | | |
| <i>Onthaal- en dienstpersoneel</i> | | |
| Hoofdbode of hoofdhostess | 0 | 1 |

Artikel 2

Deze beraadslaging wordt van kracht op 01.10.2018.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Economie et animation - Classes moyennes - Economie en activiteiten - Middenstand

18.09.2018/A/0008 **CC - Marchés - Modification du règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 25.06.1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines, notamment les articles 8 à 10 ;

Vu l'arrêté royal du 24.09.2006 relatif à l'exercice et l'organisation d'activités ambulantes, notamment les articles 23 à 44 ;

Vu la loi du 24.06.2013 relative aux sanctions administratives communales ,
Considérant qu'en vertu de l'article 8 § 1 de la loi du 25.06.1993, l'organisation d'activités ambulantes et foraines sur les marchés et fêtes foraines publics est déterminée par un règlement communal ;
Considérant qu'en vertu de l'article 9 § 1 de la loi du 25.06.1993, l'organisation des activités ambulantes et foraines sur le domaine public, en dehors des marchés et fêtes foraines publics, est déterminée par un règlement communal ;
Vu le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public, voté par le Conseil communal en séance du 24.09.2009 et modifié en dernier lieu en séance du 17.09.2013 ;
Considérant qu'il y a lieu d'apporter certaines modifications audit règlement communal afin que l'organisation des marchés et des activités ambulantes en-dehors des marchés publics tienne compte des spécificités de la commune ;
Considérant, en outre, que dans la mesure où ledit règlement prévoit la possibilité d'infliger des amendes administratives à toute personne qui contreviendrait à ses dispositions, il convient également de tenir compte de l'entrée en vigueur de la loi du 24.06.2013 relative aux sanctions administratives communales ,
Vu le courrier de la commune du 27.08.2018 transmettant au Service Public Régional bruxellois « Bruxelles Economie et Emploi » le projet de nouveau règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public de Woluwe-Saint-Pierre ;
Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30.08.2018 proposant au Conseil communal d'adopter le projet de nouveau règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public de Woluwe-Saint-Pierre ;
Vu le courrier du Service Public Régional bruxellois « Bruxelles Economie et Emploi » du 31.08.2018 par lequel celui-ci fait part de ses observations quant au projet de nouveau règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public de Woluwe-Saint-Pierre ;
Considérant qu'il convient de tenir compte des observations émises par le Service public régional bruxellois ;
DECIDE :

- 1 d'adopter les modifications telles que prévues dans le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public de Woluwe-Saint-Pierre ci-annexé, lequel fait partie intégrante de la présente délibération et intègre les observations émises en date du 31.08.2018 par le Service public régional bruxellois « Bruxelles Economie et Emploi »;
2. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de communiquer ledit règlement au service public régional bruxellois Economie et Emploi dans le mois de la présente.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
33 votants : 33 votes positifs.

GR - Markten - Wijziging van het reglement betreffende ambulante activiteiten op de openbare markten en op het openbaar domein - Goedkeuring

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ,

Gelet op de wet van 25.06.1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten, met name de artikelen 8 tot 10 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 24.09.2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten, met name de artikelen 23 tot 44 ,
Gelet op de wet van 24.06.2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;
Overwegende dat krachtens artikel 8 § 1 van de wet van 25.06.1993, de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten op de openbare markten en kermissen wordt geregeld door een gemeentereglement ;
Overwegende dat krachtens artikel 9 § 1 van de wet van 25.06.1993, de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten op het openbaar domein, buiten de openbare markten en kermissen, wordt geregeld door een gemeentereglement ;
Gelet op het reglement betreffende ambulante activiteiten op de openbare markten en op het openbaar domein, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 24.09.2009 en voor het laatst gewijzigd in zitting van 23.04.2013 ,
Overwegende dat er enkele wijzigingen dienen aangebracht te worden aan het gemeentereglement opdat de organisatie van markten en ambulante activiteiten, buiten de openbare markten, rekening houdt met het specifiek karakter van de gemeente ;
Overwegende dat, voor zover het reglement voorziet in de mogelijkheid om administratieve boetes op te leggen aan eenieder die de bepalingen ervan schendt, ook rekening moet worden gehouden met de inwerkingtreding van de wet van 24.06.2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;
Gezien de brief van de gemeente van 27.08.2018 aan de Brusselse Gewestelijke Overheidsdienst "Brussel Economie en Werkgelegenheid", met het ontwerp van een nieuw reglement betreffende de ambulante activiteiten op de openbare markten en op het openbaar domein van Sint-Pieters-Woluwe ;
Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 30.08.2018 aan de gemeenteraad om het ontwerp van een nieuw reglement betreffende de ambulante activiteiten op de openbare markten en het openbaar domein van Sint-Pieters-Woluwe aan te nemen ;
Gezien de brief van de Brusselse Gewestelijke Overheidsdienst "Brussel Economie en Werkgelegenheid" van 31.08.2018 waarin laatstgenoemde opmerkingen maakt over het ontwerp van een nieuw reglement betreffende ambulante activiteiten op openbare markten en op het openbaar domein van Woluwe-Saint-Pierre ,
Gezien het feit dat opmerkingen van de Brusselse Gewestelijke Overheidsdienst in aanmerking moeten worden genomen :

BESLUIT :

1. de wijzigingen goed te keuren, zoals bepaald in het reglement betreffende ambulante activiteiten op de openbare markten en op het openbaar domein van Sint-Pieters-Woluwe, die integraal deel uitmaken van onderhavige beraadslaging en de opmerkingen op te nemen van 31.08.2018 van de Brusselse Gewestelijke Overheidsdienst "Brussel Economie en Werkgelegenheid" ;
2. het College van Burgemeester en Schepenen op te dragen de genoemde verordening binnen de maand over te maken aan de regionale openbare dienst Brussel Economie en Werkgelegenheid.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
33 stemmers · 33 positieve stemmen

Georges Dallemagne quitte la séance / verlaat de zitting

Cellule Marchés publics - Cel Overheidsopdrachten

18.09.2018/A/0009 **CC - Eglise Saint-Pierre - Réparation de la nef - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 28.06.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28.06.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.142/A//2018.E110.01/BAT.HE-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la réparation de la nef de l'Eglise Saint-Pierre au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28.06.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.142/A//2018.E110.01/BAT.HE-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la réparation de la nef de l'Eglise Saint-Pierre au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ,

DECIDE :

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 28.06.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 15.758,40 EUR, hors T.V.A., soit 19.067,66 EUR, T.V.A de 21 % comprise ;
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 20.000,00 EUR à l'article 7900/724-60//081 (travail 110.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 20.000,00 EUR à l'article 7900/995-51//081 (FRE-F 060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de

- prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F 060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Sint-Pieterskerk - Herstelling van het schip - Opdracht van werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 28.06.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 28.06.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr. 2018.142/A//2018.E110.01/BAT.HE-BH-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de herstelling van het schip van Sint-Pieterskerk in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 28.06.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2018.142/A//2018.E110.01/BAT.HE-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de herstelling van het schip van Sint-Pieterskerk in de loop van het jaar 2018, de procedure van beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;

BESLUIT :

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 28.06.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals

- gewijzigd, namelijk 15.758,40 EUR, exclusief B.T.W., of 19.067,66 EUR, B.T.W van 21 % inbegrepen ,
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 20.000,00 EUR op het artikel 7900/724-60//081 (werk 110.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 20 000,00 EUR op het artikel 7900/995-51//081 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opnemng, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ;
 - 3 de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers · 32 positieve stemmen.

18.09.2018/A/0010 **CC - Eglise Saint-Pierre - Réparation de la toiture - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 28.06.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ,

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28.06.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.141/A//2018.E108.01/BAT.HE-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la réparation de la toiture de l'Eglise Saint-Pierre au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28.06.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07 2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.141/A//2018.E108.01/BAT.HE-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la réparation de la toiture de l'Eglise Saint-Pierre au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du

17.06 2016, telle que modifiée ,
DECIDE :

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 28.06.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 17.900,00 EUR, hors T.V.A., soit 21.659,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 22.000,00 EUR à l'article 7900/724-60//081 (travail 108.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 22.000,00 EUR à l'article 7900/995-51//081 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ,
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Sint-Pieterskerk - Herstelling van het dak - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 28.06.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 en 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07 2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01 2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 28.06.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr 2018.141/A//2018.E108.01/BAT.HE-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de heistelling van het dak van Sint-Pieterskerk in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ,

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 28.06.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd

door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr 2018.141/A//2018.E108.01/BATHE-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de herstelling van het dak van Sint-Pieterskerk in de loop van het jaar 2018, de procedure van beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, te kiezen ;
BESLUIT :

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 28.06.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 17.900,00 EUR, exclusief B.T.W., of 21.659,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
- 2 tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 22.000,00 EUR op het artikel 7900/724-60//081 (werk 108.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 22.000,00 EUR op het artikel 7900/995-51//081 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
32 stemmen : 32 positieve stemmen.

18.09.2018/A/0011 **CC - Cure de l'Eglise Saint-Pierre - Réparation de la toiture - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 05.07.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.07.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n°

2018 154/A//2018.E115 01/BAT HE-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la réparation de la toiture de la cure de l'Eglise Saint-Pierre au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ,

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.07.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018 154/A//2018.E115.01/BAT HE-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la réparation de la toiture de la cure de l'Eglise Saint-Pierre au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;

DECIDE :

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 05.07.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 8.757,60 EUR, hors T.V.A., soit 10.596,70 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 12.000,00 EUR à l'article 7900/724-60//081 (travail 115 01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 12.000,00 EUR à l'article 7900/995-51//081 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Pastoorwoning van de Sint-Pieterskerk - Herstelling van het dak - Opdracht van werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.07.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van

algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;
Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.07.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr. 2018.154/A//2018.E115.01/BAT.HE-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorziebare werken betreffende de herstelling van het dak van de pastoorwoning van de Sint-Pieterskerk in de loop van het jaat 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ,

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.07.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr 2018.154/A//2018.E115.01/BAT.HE-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorziebare werken betreffende de herstelling van het dak van de pastoorwoning van de Sint-Pieterskerk in de loop van het jaat 2018, de procedure van beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;

BESLUIT :

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 05.07.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 8.757,60 EUR, exclusief B.T.W., of 10.596,70 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
- 2 tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 12.000,00 EUR op het artikel 7900/724-60//081 (werk 115.01) en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 12.000,00 EUR op het artikel 7900/995-51 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opnemng, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

18.09.2018/A/0012 **CC - Enseignement maternelle - Ecole de Joli-Bois - Etude de stabilité - Marché de services - Services urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 07.06.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et

régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ,

Vu la loi du 17 06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18 04.2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01 2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 07.06 2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.137/A//2018.E107.01/BAT.HE-BH de l'exercice 2018 de services urgents et imprévisibles relatif à la réalisation d'une étude de stabilité de la structure du bâtiment de l'école maternelle de Joli-Bois au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et engagement budgétaire des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 07.06.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.137/A//2018.E107.01/BAT.HE-BH de l'exercice 2018 de services urgents et imprévisibles relatif à la réalisation d'une étude de stabilité de la structure du bâtiment de l'école maternelle de Joli-Bois au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016 ,

DECIDE .

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 07.06.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 4.780,00 EUR hors TVA ou 5.783,80 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ,
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 10.000,00 EUR à l'article 7210/724-60//081 (travail 107.01) et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 10.000,00 EUR à l'article 7210/995-51 (FRE-F 060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

GR - Kleuteronderwijs - School van Mooi-Bos - Stabiliteitsstudie - Opdracht voor diensten - Dringende en onvoorzienbare diensten - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure met beperkte

waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 07.06.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de wet van 17 06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ,

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ,

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 07.06.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr. 2018.137/A//2018.E107.01/BAT.HE-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare diensten betreffende de uitvoering van een stabiliteitsstudie van de structuur van de bouw van de school van Moois-Bos in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 07.06.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27 07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2018.137/A//2018 E107.01/BAT.HE-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare diensten betreffende de uitvoering van een stabiliteitstudie van de structuur van de bouw van de school van Moois-Bos in de loop van het jaar 2018, de procedure met beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17 06.2016 ;

BESLUIT .

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 07.06 2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 4 780,00 EUR hors TVA ou 5.783,80 EUR, B T W. van 21 % inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 10 000,00 EUR op het artikel 7210/724-60//081 (travail 107.01) en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 10 000,00 EUR op het artikel 7210/995-51 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ,
- 3 de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
32 stemmeis : 32 positieve stemmen.

18.09.2018/A/0013 **CC - École maternelle de Joli-Bois - Réparation de l'égouttage - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 12.07.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ,

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12.07.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.157/A//2018.E118.01/ENS.AR-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la réparation de l'égouttage de l'école maternelle de Joli-Bois au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et engagement budgétaire des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12.07.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.157/A//2018.E118.01/ENS.AR-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la réparation de l'égouttage de l'école maternelle de Joli-Bois au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016 ;

DECIDE :

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 12.07.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 28.818,41 EUR, hors T.V.A , soit 30.547,51 EUR, T.V.A. de 6 % comprise ,
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 35 000,00 EUR à l'article 7210/724-60//081 (travail 118.01) et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 35.000,00 EUR à l'article 7210/995-51//081 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de

l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;

- 3 de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants · 32 votes positifs.

GR - Kleuterschool van Mooi-Bos - Reparatie van de riolering - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure met beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 12.07.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ,

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ,

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 12.07.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr. 2018.157/A//2018.E118.01/ENS.AR-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de reparatie van de riolering van de Kleuterschool van Mooi-Bos in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 12.07.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2018.157/A//2018.E118.01/ENS.AR-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de reparatie van de riolering van de Kleuterschool van Mooi-Bos in de loop van het jaar 2018, de procedure met beperkte waarde in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016 ,

BESLUIT ·

- 1 in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 12.07.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals

- gewijzigd, namelijk 28.818,41 EUR, exclusief B T W , hetzij 30.547,51 EUR, B.T.W van 6 % inbegrepen ;
- 2 over te gaan tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 35.000,00 EUR op het artikel 7210/724-60//081 (werk 118 01) en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 35.000,00 EUR op het artikel 7210/995-51//081 (BRF-F 060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ;
 3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

18.09.2018/A/0014 **CC - École maternelle de Joli-Bois - Intervention d'étañonnement du vide technique sous le couloir de l'école (location) - Marché de fournitures - Fournitures urgentes et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 25.07.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu la loi du 17.06 2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18 04.2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 25.07.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.163/A//2018.O/ENS.AR-VVP de l'exercice 2018 de fournitures urgents et imprévisibles relatif à l'intervention d'étañonnement du vide technique sous le couloir de l'école maternelle de Joli-Bois (location) au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription budgétaire des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 25.07.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.163/A//2018.O/ENS.AR-VVP de l'exercice 2018 de fournitures urgents et imprévisibles relatif à l'intervention d'étañonnement du vide technique sous le couloir de l'école maternelle de Joli-Bois

(location) au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016 ;

DECIDE ·

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 25.07.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 28.301,89 EUR, hors T.V.A., soit 30.000,00 EUR, T.V.A de 6 % comprise ;
- 2 de procéder à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 30.000,00 EUR à l'article 7211/124-12//081 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants · 32 votes positifs.

GR - Kleuterschool van Mooi-Bos - Stutten van het technisch vacuüm onder de gang van de school (verhuur) - Opdracht voor leveringen - Dringende en onvoorzienbare leveringen - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure met beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 25.07.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 25.07.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr. 2018.163/A//2018 O/ENS.AR-VVP van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare leveringen betreffende het stutten van het technisch vacuum onder de gang van de kleuterschool van Mooi-Bos (verhuur) in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 25.07.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name

besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2018.163/A//2018.O/ENS.AR-VVP van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorziene leveringen betreffende het stutten van het technisch vacuüm onder de gang van de kleuterschool van Mooi-Bos (verhuur) in de loop van het jaar 2018, de procedure met beperkte waarde te kiezen in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016 ;

BESLUIT :

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 25.07.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 28.301,89 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 30.000,00 EUR, B.T.W. van 6 % inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 30.000,00 EUR op het artikel 7211/124-12//081 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

18.09.2018/A/0015 **CC - Les Venelles - Remplacement des châssis de plusieurs bâtiments communaux - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publication préalable - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21.06.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1^o, b) ,

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ,

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.06.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.133/A//2018.E100.01/BAT.HE-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement des châssis de plusieurs bâtiments communaux sur le site des Venelles au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits

nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.06 2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.133/A//2018.E100.01/BAT.HE-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement des châssis de plusieurs bâtiments communaux sur le site des Venelles au cours de l'année 2018, la procédure négociée sans publication préalable en application de l'article 42, § 1, 1°, b) de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;

DECIDE .

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 21.06 2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 38.473,00 EUR, hors T.V.A , soit 46 552,33 EUR, T V.A. de 21 % comprise ;
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 50.000,00 EUR à l'article 9220/724-60//081 (travail 100.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 50.000,00 EUR à l'article 9220/995-51//081 (FRE-F 060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F 060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

GR - De Drevekens - Vervanging van de ramen van meerdere gemeentebouwen - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.06.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 en 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de wet van 17.06 2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 42, § 1, 1°, b) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04 2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van

21 06 2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr. 2018.133/A//2018.E100.01/BAT.HE-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de ramen in verschillende gemeenschappelijke gebouwen op De Drevekens landschap in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ;
NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.06.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 en 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27 07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2018.133/A//2018.E100.01/BAT.HE-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de ramen in meerdere gemeentebouwen op de site van De Drevekens in de loop van het jaar 2018, de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking te kiezen in toepassing van artikel 42, § 1, 1°, b) van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;
BESLUIT :

- 1 in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 21.06 2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 38 473,00 EUR, exclusief B.T.W., soit 46.552,33 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 50.000,00 EUR op het artikel 9220/724-60//081 (werk 100 01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 50.000,00 EUR op het artikel 9220/995-51 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

18.09.2018/A/0016 **CC - Sportcity - Taverne - Remplacement des châssis - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 05.07.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et

régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ,

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 05.07.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.151/A//2018.E114.01/BAT.BS-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement des châssis situés à l'arrière de la taverne de Sportcity au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 05.07.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.151/A//2018.E114.01/BAT.BS-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif au remplacement des châssis situés à l'arrière de la taverne de Sportcity au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;

DECIDE :

- 1 d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestres et Echevins en séance du 05.07.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 18.437,00 EUR, hors T.V.A , soit 22 308,77 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
- 2 de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 22.500,00 EUR à l'article 7640/724-60//081 (travail 114.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 22.500,00 EUR à l'article 7640/995-51//081 (FRE-F 060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
- 3 de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

**GR - Sportcity -Taverne - Vervanging van de ramen - Opdracht voor werken -
Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1
alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en
vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde
- Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en**

Schepenen van 05.07.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.07.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr. 2018.151/A//2018.E114.01/BAT.BS-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de ramen gelegen aan de achterkant van de taverne van Sportcity in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.07.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr 2018.151/A//2018 E114.01/BAT.BS-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de vervanging van de ramen gelegen aan de achterkant van de taverne van Sportcity in de loop van het jaar 2018, de procedure van beperkte waarde te kiezen in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;

BESLUIT :

- 1 in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 05.07.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 18.437,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 22.308,77 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
- 2 tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 22.500,00 EUR op het artikel 7640/724-60//081 (werk 114 01) en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 22.500,00 EUR op het artikel 7640/995-51//081 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers . 32 positieve stemmen.

18.09.2018/A/0017 **CC - Plaines de jeux - Plaine de jeux Eléonore du Chant d'Oiseau - Démontage et stockage des éléments - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publication préalable - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14.06.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1^o, b) ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14.06.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n^o 2018.117/A//2018.O/ENV.BS-AD de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif au démontage et au stockage des éléments de la plaine de jeux Eléonore du Chant d'Oiseau au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription budgétaire des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14.06.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n^o 2018.117/A//2018 O/ENV.BS-AD de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif au démontage et au stockage des éléments de la plaine de jeux Eléonore du Chant d'Oiseau au cours de l'année 2018, la procédure négociée sans publication préalable en application de l'article 42, § 1, 1^o, b) de la loi du 17.06.2016 ;

DECIDE :

1. d'admettre la dépense résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 14.06.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 37.288,00 EUR, hors T.V.A., soit 45.118,48 EUR, T.V.A. de 21 % comprise;
2. de procéder à l'inscription budgétaire d'un crédit de dépense d'un montant de 46.000,00 EUR à l'article 7610/124-06//080 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants . 32 votes positifs

GR - Speelpleinen - Eleonoraspeelplein van de Vogelzang - Opruiming en opslag van de onderdelen - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 14.06.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 42, § 1, 1^o, b) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ,

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 14.06.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr. 2018.117/A//2018.O/ENV.BS-AD van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de opruiming en de opslag van de onderdelen van het Eleonoraspeelplein van de Vogelzang in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 14.06.2018, genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als gunningsprocedure van de opdracht nr. 2018.117/A//2018.O/ENV.BS-AD van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de opruiming en de opslag van de onderdelen van het Eleonoraspeelplein van de Vogelzang in de loop van het jaar 2018, de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking te kiezen, in toepassing van artikel 42, § 1, 1^o, b) van de wet van 17.06.2016 ;

BESLUIT :

1. in te stemmen met de uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 14.06.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 37 288,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 45.118,48 EUR, B.T.W. van 21 %

inbegrepen ,

2. tot de begrotingsinschrijving van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 46.000,00 EUR op het artikel 7610/124-06//080 van de gewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers · 32 positieve stemmen

18.09.2018/A/0018 **CC - Bâtiments communaux et logements - Immeuble sis rue Dominique Dejonghe 52 - Traitement du parement des façades et du faux-plafond de la terrasse du deuxième étage - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 31.05.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ,

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31.05.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.135/A//2018.E101.01/BAT.BS-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif au traitement du parement des façades de l'immeuble sis rue Dominique Dejonghe 52 et du faux-plafond de la terrasse du deuxième étage de l'immeuble au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31.05.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.135/A//2018 E101.01/BAT.BS-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif au traitement du parement des façades de l'immeuble sis rue Dominique Dejonghe 52 et du faux-plafond de la terrasse du deuxième étage de l'immeuble au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;

DECIDE ·

- 1 d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 31.05.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 4 960,00 EUR, hors T.V.A , soit 5.257,60 EUR, T.V A. de 6 % comprise ,
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 5 500,00 EUR à l'article 9220/724-60//081 (travail 101.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 5.500,00 EUR à l'article 9220/995-51//081 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F 060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération
32 votants · 32 votes positifs

GR - Gemeentegebouwen en woning - Gebouw gelegen Dominique Dejonghestraat 52 - Behandeling van de gevelbekleding en het verlaagd plafond van het terras op de tweede verdieping - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 31.05.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 31.05.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr 2018.135/A//2018.E101.01/BAT.BS-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de behandeling van de gevelbekleding van het gebouw gelegen Dominique Dejonghestraat 52 en het verlaagd plafond van het terras op de tweede verdieping in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen

van 31.05 2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2018.135/A//2018 E101 01/BAT.BS-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de behandeling van de gevelbekleding van het gebouw gelegen Dominique Dejonghestraat 52 en het verlaagd plafond van het terras op de tweede verdieping in de loop van het jaar 2018, de procedure van beperkte waarde te kiezen in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ,
BESLUIT ·

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 31 05.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 4.960,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 5.257,60 EUR, B.T.W. van 6 % inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 5.500,00 EUR op het artikel 9220/724-60//081 (werk 101.01) en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 5.500,00 EUR op het artikel 9220/995-51//081 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
32 stemmers : 32 positieve stemmen

18 09.2018/A/0019 **CC - Crèche de Joli-Bois - Rénovation des terrasses - Marché de travaux - Procédure négociée sans publicité - Exercice 2017 - Extension de marché - Étanchéité - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 alinéa 1 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée sans publicité - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestres et Échevins du 31.05.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2 ;

Vu la loi du 15.06 2006, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26, § 1, 2°, a) ,

Vu l'arrêté royal du 15.07.2011, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 31.05.2018 prise en

application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2, dans le cadre de l'extension au cours de l'année 2018 du marché n° 2017.090/A//2017.E069 01/BAT.DVO-TC de l'exercice 2017 relatif à la rénovation des terrasses de la crèche de Joli-Bois au cours de l'année 2017, tant en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ,

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 31.05.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 alinéa 1, 236 et 249 § 1 alinéa 2, et décidant notamment de choisir, comme mode de passation de l'extension au cours de l'année 2018 du marché n° 2017.090/A//2017.E069.01/BAT DVO-TC de l'exercice 2017 relatif à la rénovation des terrasses de la crèche de Joli-Bois au cours de l'année 2017, la procédure négociée sans publicité en application de l'article 26, § 1, 2°, a) de la loi du 15.06.2006, telle que modifiée ;

DECIDE :

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 31.05.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 30.971,16 EUR, hors T.V.A., soit 37.475,10 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 38.000,00 EUR à l'article 8440/724-60//081 (travail 106) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 38.000,00 EUR à l'article 8440/995-51 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F 060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

GR - Kinderdagverblijf van Mooi-Bos - Vernieuwing van de terrassen - Opdracht voor werken - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Dienstjaar 2017 - Uitbreiding van opdracht - Waterdichtheid - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorziene werken - Toepassing van artikels 234 alinea 1 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 31.05.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2 ,

Gelet op de wet van 15 06 2006, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, met name artikel 26, § 1, 2°, a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15.07.2011, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ,

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van concessies voor openbare werken ,

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 31.05.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 alinea 1, 236 et 249 § 1 alinea 2, in het kader van de uitbreiding in de loop van het jaar 2018 van de opdracht nr. 2017.090/A//2017.E069.01/BAT.DVO-TC van het dienstjaar 2017 betreffende de vernieuwing van de terrassen van het kinderdagverblijf van Mooi-Bos in de loop van het jaar 2017, zowel op het gebied van keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 31.05.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 alinea 1, 236 et 249 § 1 alinea 2, en waarbij met name besloten wordt als gunningswijze van de uitbreiding in de loop van het jaar 2018 van de opdracht nr. 2017.090/A//2017.E069.01/BAT.DVO-TC van het dienstjaar 2018 betreffende de vernieuwing van de terrassen van het kinderdagverblijf van Mooi-Bos in de loop van het jaar 2017, de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te kiezen in toepassing van artikel 26, § 1, 2°, a) van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;

BESLUIT :

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 31.05.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 30.971,16 EUR, exclusief B.T.W., hetzij 37.475,10 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 38.000,00 EUR op het artikel 8440/724-60//081 (werk 106) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 38.000,00 EUR op het artikel 8440/995-51 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
32 stemmers . 32 positieve stemmen.

18.09.2018/A/0020 **CC - Crèche du Chant d'Oiseau - Sécurisation de la terrasse - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestres et Échevins du 05.07.2018 - Admission de la dépense**

engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.07.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.149/A//2018.E113.01/BAT.BS-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la sécurisation de la terrasse de la crèche du Chant d'Oiseau au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.07.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.149/A//2018.E113.01/BAT.BS-BH de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la sécurisation de la terrasse de la crèche du Chant d'Oiseau au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ,

DECIDE :

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 05.07.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 8.691,00 EUR, hors T.V.A., soit 10 516,11 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 10 600,00 EUR à l'article 8440/724-60//081 (travail 113.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 10.600,00 EUR à l'article 8440/995-51//081 (FRE-F 060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
- 3 de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F 060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants 32 votes positifs.

GR - Kinderdagverblijf van Vogelzang - Beveiliging van het terras - Opdracht voor

werken - Dringende en onvoorziebare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.07.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ,

Gelet op het koninklijk besluit van 18 04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ,

Gelet op het koninklijk besluit van 14 01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.07.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27 07.2017, in het kader van de opdracht nr. 2018.149/A//2018.E113.01/BAT.BS-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorziebare werken betreffende de beveiliging van het terras van het kinderdagverblijf van Vogelzang in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en - vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.07.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27 07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2018.149/A//2018.E113 01/BAT.BS-BH van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorziebare werken betreffende de beveiliging van het terras van het kinderdagverblijf van Vogelzang in de loop van het jaar 2018, de procedure van beperkte waarde te kiezen in toepassing van artikel 92 van de wet van 17 06.2016, zoals gewijzigd ;

BESLUIT :

- 1 in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 05.07.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 8.691,00 EUR, B.T.W exclusief, hetzij 10.516,11 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ,
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 10.600,00 EUR op het artikel 8440/724-60//081 (werk 113.01) en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 10.600,00 EUR op het artikel 8440/995-51//081 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten tijdens de eerste

- begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F 060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

18.09 2018/A/0021 **CC - Centre communautaire de Joli-Bois - Réparation de la toiture du théâtre - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21.06.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.06.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.144/A//2018.E112.01/BAT.BS-AVA de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la réparation de la toiture du théâtre du Centre communautaire de Joli-Bois au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ;

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.06.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.144/A//2018.E112.01/BAT.BS-AVA de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la réparation de la toiture du théâtre du Centre communautaire de Joli-Bois au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;

DECIDE :

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 21.06.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 5 567,81 EUR, hors T.V.A., soit 6.737,05 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;

2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 7.000,00 EUR à l'article 7620/724-60//081 (travail 112 01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 7.000,00 EUR à l'article 7620/995-51//081 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ,
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Gemeenschapscentrum van Mooi-Bos - Herstelling van het dak van het theater - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.06.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07 2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ,

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01 2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.06.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07 2017, in het kader van de opdracht nr. 2018.144/A//2018.E112.01/BAT/BS-AVA van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de herstelling van het dak van het theater van het Gemeenschapscentrum van Mooi-Bos in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.06.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr. 2018.144/A//2018.E112.01/BAT/BS-AVA van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende herstelling van het dak van het theater van het Gemeenschapscentrum van Mooi-Bos in de loop van het jaar 2018, de procedure van beperkte waarde te kiezen in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;

BESLUIT :

- 1 in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 21.06 2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 5.567,81 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 6.737,05 EUR, B T W. van 21 % inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 7.000,00 EUR op het artikel 7620/724-60//081 (werk 112.01) en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 7 000,00 EUR op het artikel 7620/995-51//081 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ;
- 3 de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

18 09.2018/A/0022 **CC - Centre culturel - Réparation d'une partie de la toiture plate - Marché de travaux - Travaux urgents et imprévisibles - Application des articles 234 § 2 et 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Procédure de faible montant - Prise d'acte de la délibération du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21.06.2018 - Admission de la dépense engagée - Inscription des crédits - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 92 ;

Vu l'arrêté royal du 18.04 2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.06.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27 07.2017, dans le cadre du marché n° 2018.143/A//2018.E111.01/BAT.BS-AVA de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la réparation d'une partie de la toiture plate du Centre culturel au cours de l'année 2018, tant en matière de choix de la procédure de passation et de fixation des conditions dudit marché qu'en matière d'attribution de ce dernier et d'inscription et d'engagement budgétaires des crédits nécessaires ,

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21.06.2018 prise en application de la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 234 § 2, 236 et 249 § 1

alinéa 2, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017, et décidant notamment de choisir, comme procédure de passation du marché n° 2018.143/A//2018.E111.01/BAT BS-AVA de l'exercice 2018 de travaux urgents et imprévisibles relatif à la réparation d'une partie de la toiture plate du Centre culturel au cours de l'année 2018, la procédure de faible montant en application de l'article 92 de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;

DECIDE :

1. d'admettre la dépense engagée résultant du marché susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence par le Collège des Bourgmestres et Echevins en séance du 21.06.2018 en application de l'article 249 § 1 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, à savoir 1.195,16 EUR, hors T.V.A., soit 1.446,14 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
2. de procéder, d'une part, à l'inscription d'un crédit de dépense d'un montant de 1.500,00 EUR à l'article 7620/724-60//081 (travail 111.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et, d'autre part, à l'inscription d'un crédit de recette d'un montant de 1.500,00 EUR à l'article 7620/995-51//081 (FRE-F.060) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 et de prévoir, lors de la première modification budgétaire de l'exercice 2018, l'intégration dans la comptabilité budgétaire de cette inscription de crédits ;
3. de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur le Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060.

Le Conseil prend acte et approuve à l'unanimité le projet de délibération
32 votants : 32 votes positifs.

GR - Cultureel Centrum - Herstelling van een deel van het platte dak - Opdracht voor werken - Dringende en onvoorzienbare werken - Toepassing van artikels 234 § 2 en 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Procedure van beperkte waarde - Akteneming van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.06.2018 - Instemming met de vastgelegde uitgave - Inschrijving van de kredieten - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 alinea 1, 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 92 ,

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04.2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01.2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.06.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, in het kader van de opdracht nr. 2018.143/A//2018.E111.01/BAT BS-AVA van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorzienbare werken betreffende de herstelling van een deel van het platte dak van het Cultureel Centrum in de loop van het jaar 2018, zowel op het gebied

van keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht als op het gebied van gunning van deze opdracht en begrotingsinschrijving en -vastlegging van de nodige kredieten ;

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 21.06.2018 genomen in toepassing van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 234 § 2, 236 et 249 § 1 alinea 2, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017, en waarbij met name besloten wordt als plaatsingsprocedure van de opdracht nr 2018.143/A//2018.E111.01/BAT.BS-AVA van het dienstjaar 2018 van dringende en onvoorziebare werken betreffende de herstelling van een deel van het platte dak van het Cultureel Centrum in de loop van het jaar 2018, de procedure van beperkte waarde te kiezen in toepassing van artikel 92 van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;

BESLUIT :

1. in te stemmen met de vastgelegde uitgave voortvloeiend uit bovenvermelde opdracht en in dewelke voorzien werd, wegens hoogdringendheid, door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 21.06.2018 in toepassing van artikel 249 § 1 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, namelijk 1.195,16 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 1.446,14 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
2. tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet voor een bedrag van 1.500,00 EUR op het artikel 7620/724-60//081 (werk 111.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet voor een bedrag van 1.500,00 EUR op het artikel 7620/995-51//081 (BRF-F.060) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 over te gaan en de opnemings, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijving van kredieten bij de eerste begrotingswijziging van het dienstjaar 2018 te voorzien ;
3. de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van het Buitengewone Reservefonds BRF-F.060.

De Raad neemt akte en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed
32 stemmers . 32 positieve stemmen.

18.09.2018/A/0023 **CC - Parcs et plantations - Plantation d'arbres d'alignement - Marché de travaux - Application de l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Avis de marché - Financement - Exercices 2018 à 2020**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 234 § 1, tels que modifiés par ordonnance du 27.07.2017 ;

Vu la loi du 17.06.2016, telle que modifiée, relative aux marchés publics, notamment l'article 41, § 1, 2° ,

Vu l'arrêté royal du 18.04.2017, tel que modifié, relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ,

Vu l'arrêté royal du 14.01.2013, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de pourvoir à la plantation d'arbres d'alignement

dans les parcs et plantations au cours des années 2018 à 2020 ;

Vu, dans le cadre du marché y relatif n° 2018 152/P3//2018->2020 E072.01/ESP.VERT.AR-MD de l'exercice 2018, le cahier spécial des charges, le métré et le devis estimatif d'un montant de 181.818,00 EUR, hors T.V.A., soit 219.999,78 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, pour l'année 2018, d'un montant de 214 441,00 EUR hors T.V.A., soit 259 473,61 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, pour l'année 2019 et d'un montant de 224 081,00 EUR hors T.V.A., soit 271 138,01 EUR, T.V.A. de 21 % comprise pour l'année 2020, c'est-à-dire 620 340,00 EUR, hors T.V.A., soit 750.611,40 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, pour une durée de 3 ans ;

Vu l'avis de marché à publier au Bulletin des Adjudications ,

Considérant que les crédits nécessaires relatifs à l'exercice 2018 sont inscrits à l'article 7660/725-60//093 (travail 072.01) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2018 ;

Considérant que les crédits nécessaires relatifs aux exercices 2019 et 2020 feront l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription à l'article 7660/725-60//093 (travail à définir) du service extraordinaire des budgets des exercices 2019 et 2020 à soumettre à l'approbation de l'autorité de tutelle ;

DECIDE, dans le cadre du marché n° 2018 152/P3//2018->2020.E072.01/ESP.VERT.AR-MD de l'exercice 2018 relatif à la plantation d'arbres d'alignement dans les parcs et plantations au cours des années 2018 à 2020, sous réserve d'inscription par le Conseil communal des crédits nécessaires relatifs aux exercices 2019 et 2020 à l'article 7660/725-60//093 (travail à définir) du service extraordinaire des budgets des exercices 2019 et 2020 et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- 1 de choisir, comme procédure de passation, la procédure négociée directe avec publication préalable en application de l'article 41, § 1, 2° de la loi du 17.06.2016, telle que modifiée ;
2. d'approuver le cahier spécial des charges, le métré et le devis estimatif d'un montant de 181.818,00 EUR, hors T.V.A., soit 219.999,78 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, pour l'année 2018, d'un montant de 214.441,00 EUR, hors T.V.A., soit 259.473,61 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, pour l'année 2019 et d'un montant de 224.081,00 EUR, hors T.V.A., soit 271 138,01 EUR, T.V.A. de 21 % comprise pour l'année 2020, c'est-à-dire 620.340,00 EUR, hors T.V.A., soit 750.611,40 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, pour une durée de 3 ans ;
3. d'approuver l'avis de marché à publier au Bulletin des Adjudications ,
4. de financer la dépense au moyen d'un emprunt à conclure auprès d'un organisme financier.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

GR - Parken en plantsoenen - Beplanting van rooilijnbomen - Opdracht voor werken - Toepassing van artikel 234 § 1 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Aankondiging van opdracht - Financiering - Dienstjaren 2018 tot 2020

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 alinea 1 en 234 § 1, zoals gewijzigd bij ordonnantie

van 27.07 2017 ;

Gelet op de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten, met name artikel 41, § 1, 2° ,

Gelet op het koninklijk besluit van 18.04 2017, zoals gewijzigd, betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14.01 2013, zoals gewijzigd, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de beplanting van rooilijnbomen in de parken en plantsoenen in de loop van de jaren 2018 tot 2020 ;

Gelet, in het kader van desbetreffende opdracht nr. 2018.152/P3//2018->2020.E072 01/ESP.VERT.AR-MD van het dienstjaar 2018, op het bestek, de opmeting en de raming ten bedrage van 181.818,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 219.999,78 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, voor het jaar 2018, voor een bedrage van 214.441,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 259.473,61 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, voor het jaar 2019 en een bedrage van 224.081,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 271.138,01 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, voor het jaar 2020, te weten 620.340,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 750.611,40 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, voor 3 jaren ;

Gelet op het bericht van aankondiging, te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen ,

Overwegende dat de nodige kredieten van het dienstjaar 2018 ingeschreven zijn op het artikel 7660/725-60//093 (werk 072.01) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2018 ,

Overwegende dat de nodige kredieten voor de dienstjaren 2019 en 2020, het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad tot inschrijving op het artikel 7660/725-60//093 (werk nader te bepalen) van de buitengewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2019 en 2020 aan de goedkeuring van toezichthoudende overheid voor te leggen ;

BESLUIT, in het kader van de opdracht nr. 2018.152/P3//2018->2020.E072.01/ESP.VERT.AR-MD van het dienstjaar 2018 betreffende de beplanting van rooilijnbomen in de parken en plantsoenen, in de loop van de jaren 2018 tot 2020 onder voorbehoud van inschrijving door de Gemeenteraad van de nodige kredieten betreffende de dienstjaren 2019 en 2020 op het artikel 7660/725-60//093 (werk nader te bepalen) van de buitengewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2019 en 2020 en van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid :

1. als gunningsprocedure, de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking te kiezen in toepassing van het artikel 41, § 1, 2° , van de wet van 17.06.2016, zoals gewijzigd ;
2. het bestek, de opmeting en de raming goed te keuren, raming ten bedrage van 181.818,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 219.999,78 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, voor het jaar 2018, voor een bedrage van 214.441,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 259.473,61 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, voor het jaar 2019 en een bedrage van 224.081,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 271.138,01 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, voor het jaar 2020, te weten 620.340,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 750.611,40 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, voor 3 jaren ;
3. de uitgave te financieren door middel van een lening aan te gaan bij een financiële instelling.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmeis : 32 positieve stemmen

Secrétariat - Secretariaat

18.09.2018/A/0024 **CC - Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions du marché - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Financement - Exercice 2018**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 § 3, tel que modifié par ordonnance du 27.07.2017

,
Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 135 000,00 EUR ;

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins, dont liste établie en annexe, prises en application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, et portant choix de la procédure de passation et fixation des conditions de marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 135.000,00 EUR ;

DECIDE de financer les dépenses relatives auxdits marchés soit au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires, soit au moyen d'emprunts à conclure auprès d'un organisme financier, soit au moyen de subsides à percevoir du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ou autres autorités subsidiantes.

Le Conseil prend connaissance et approuve à l'unanimité le projet de délibération
32 votants . 32 votes positifs.

GR - Opdrachten van werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Financiering - Dienstjaar 2018

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 § 3, zoals gewijzigd door ordonnantie van 27.07.2017 ,

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen ter informatie aan de Gemeenteraad voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 135 000,00 EUR ;

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen, waarvan lijst in bijlage, genomen in toepassing van het artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, en houdende keuze van de

plaatsingsprocedure en vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten, waarvan de raming, B.T.W. exclusief, kleiner of gelijk is aan 135.000,00 EUR ;
BESLUIT de uitgaven van de desbetreffende opdrachten te financieren hetzij door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen, hetzij door middel van leningen aan te gaan bij een financiële instelling, hetzij door middel van subsidies te verkrijgen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of andere subsidiërende overheden.

De Raad neemt kennis en keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Logement - Huisvesting

18.09.2018/A/0025 **CC - Logement - Politique de lutte contre les logements inoccupés de la commune de Woluwe-Saint-Pierre - Observatoire communal du logement - Subvention dans le cadre de l'appel à projet 2018 - Projet Bpost - Convention 2018 - Adoption**

LE CONSEIL,

Vu la candidature de la commune du 13.03.2018 introduite auprès du Service public régional de Bruxelles - Bruxelles Logement et suite à l'appel à projet "Observatoires communaux des logements inoccupés 2018" initié par la Région de Bruxelles-Capitale en vue de financer des actions spécifiques en matière d'identification et de lutte contre les logements inoccupés ;

Considérant que ladite candidature vise la continuation du projet initié avec bpost ayant pour objectif de vérifier que les adresses et les noms des chefs de ménage tels que repris dans le Registre National correspondent à la réalité et que les logements inoccupés soient identifiés, le relevé des données étant effectué par les facteurs de bpost qui communiquent ensuite les informations à la commune ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 05.07.2018 octroyant une subvention de 25.000,00 EUR à la commune de Woluwe-Saint-Pierre pour l'année budgétaire 2018 en vue de soutenir la commune dans la réalisation de son projet de lutte contre les logements inoccupés ;

Considérant que la subvention sera liquidée en deux tranches, soit la première de 60 % sur présentation d'une déclaration de créance introduite après notification de l'arrêté du 05.07.2018 précité et la seconde de 40 % sur présentation au plus tard le 30.10.2019 d'une deuxième déclaration de créance, précédée par la présentation du décompte final des recettes, des dépenses, des pièces justificatives et d'un rapport d'activités ;

Considérant qu'une "Convention 2018" annexée à l'arrêté du 05.07.2018 précise les modalités de mise à disposition et de contrôle de la subvention ;

Vu le courrier de la Région de Bruxelles-Capitale du 24.07.2018 invitant la commune à lui renvoyer trois exemplaires signés de ladite convention et la déclaration de créance relative à la première tranche (60 %) dûment complétée et signée ;

Considérant que ladite déclaration de créance a été transmise à la Région de Bruxelles-Capitale en date du 27.08.2018 ;

Considérant qu'il convient de renvoyer à la Région de Bruxelles-Capitale la "Convention 2018" dûment signée relative aux modalités de mise à disposition de la commune de la subvention de la région d'un montant de 25.000,00 EUR conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du

05 07 2018 ,

DECIDE d'adopter la "Convention 2018" ci-annexée à intervenir entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et la Région de Bruxelles-Capitale relativement aux modalités de mise à disposition de la commune de Woluwe-Saint-Pierre d'une subvention d'un montant de 25.000,00 EUR pour l'année budgétaire 2018 en vue de soutenir la commune dans la réalisation de son projet de lutte contre les logements inoccupés, soit une liquidation d'un montant de 15 000,00 EUR (60 %) et d'un montant de 10.000,00 EUR (40 %), conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 05.07.2018.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.
32 votants · 32 votes positifs.

Budget Comptabilité - Begroting Boekhouding

18.09.2018/A/0026 CC - A.S.B.L. LES AMIS DE LA JEUNESSE LAÏQUE - Exercice d'activité 2017 - Documents comptables - Prise d'acte

LE CONSEIL,

Vu les dispositions de la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ,

Vu plus particulièrement, l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09 06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les A.S.B.L. et groupements divers bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. LES AMIS DE LA JEUNESSE LAÏQUE pour l'exercice d'activité 2017 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ,

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables de l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides en faveur de et par ladite A.S.B.L. ainsi que ses documents comptables relatifs à l'exercice d'activité sous revue peuvent être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ,

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2017 de l'A.S.B.L. LES AMIS DE LA JEUNESSE LAÏQUE .

1. compte d'exploitation générale 2017 .

| | |
|--------------------|---------------|
| charges : | 8.816,00 EUR |
| produits : | 11.302,68 EUR |
| résultat positif : | 2.486,68 EUR |
| 2. bilan 2017 : | |
| actif-passif : | 25.443,72 EUR |

Le Conseil prend acte.

**GR - V.Z.W. "LES AMIS DE LA JEUNESSE LAÏQUE" - Dienstjaar 2017 -
Boekhoudkundige stukken - Akteneming**

DE RAAD,

Gelet op de bepalingen van de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ,

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ,

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1 239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09 06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de boekhoudkundige stukken ingediend door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt ;

Gelet op de door de V.Z.W. "LES AMIS DE LA JEUNESSE LAÏQUE" voor het dienstjaar 2017 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van hierboven vermeld dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ,

Overwegende dat de toekenning van de toelagen aan de voornoemde V.Z.W. en de aanwending ervan door deze V.Z.W. evenals haar boekhoudkundige stukken van het hierboven vermelde dienstjaar beschouwd kunnen worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ,

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2017 van de V.Z.W "LES AMIS DE LA JEUNESSE LAÏQUE" :

1. algemene exploitatierekening 2017 :

| | |
|-------------------|---------------|
| lasten : | 8.816,00 EUR |
| opbrengsten : | 11.302,68 EUR |
| batig resultaat : | 2.486,68 EUR |
| 2. balans 2017 : | |
| actief-passief : | 25.443,72 EUR |

De Raad neemt akte

Taxes - Belastingen

18.09.2018/A/0027 CC - Règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs - Modification

LE CONSEIL,

Vu le règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs, voté par le Conseil communal en séance du 22.05.2018, devenu obligatoire en date du 28.05.2018, applicable pour la période du 01.06.2018 au 31.12.2018 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 03.04.2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, modifiée le 12.02.2015 ;

Vu la loi du 15.05.1987 relative aux noms et prénoms, modifiée par les lois des 10.05.2007 et 25.06.2017 ;

Vu la loi du 18.06.2018 portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges, notamment le titre 3 relatif aux dispositions diverses en matière de droit du nom ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que la Commune doit percevoir des recettes pour assurer ces dépenses ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE de modifier comme suit le règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 24.09.2018 au 31.12.2018, une taxe communale sur la délivrance de documents administratifs.

Article 2 -

La taxe relative à la délivrance de documents administratifs est perçue au comptant.

TAUX

Article 3.-

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

Sur la délivrance de certificats d'identité aux enfants de nationalité étrangère âgés de moins de 12 ans :

- 2,00 EUR pour un certificat d'identité ;

Sur la délivrance de cartes d'identité électroniques aux enfants de nationalité belge âgés de moins de 12 ans (kids-ID) :

- 3,60 EUR pour une carte d'identité - procédure normale (le coût de la délivrance (3,60 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (6,40 EUR), soit coût total 10,00 EUR) ;
- 6,00 EUR pour une carte d'identité - procédure d'urgence (le coût de la délivrance (6,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (84,00 EUR), soit coût total 90,00 EUR) ;

- 4,30 EUR pour une carte d'identité - procédure d'extrême urgence avec livraison centralisée au SPF Intérieur (le coût de la délivrance (4,30 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (95,70 EUR), soit coût total 100,00 EUR) ;
- 12,40 EUR pour une carte d'identité - procédure d'extrême urgence (le coût de la délivrance (12,40 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (127,60 EUR), soit coût total 140,00 EUR) ,
- 4,40 EUR pour une carte d'identité à partir du 2ème enfant issu d'un même ménage et inscrit à la même adresse - procédure d'urgence et procédure d'extrême urgence (le coût de la délivrance (4,40 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (55,60 EUR), soit coût total 60,00 EUR) ;

Sur la délivrance de cartes d'identité électroniques, en application de l'arrêté royal du 25.03.2003 :

- 9,00 EUR pour une carte d'identité - procédure normale (le coût de la délivrance (9,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (16,00 EUR), soit coût total 25,00 EUR) ,
- 6,00 EUR pour une carte d'identité - procédure d'urgence (le coût de la délivrance (6,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (84,00 EUR), soit coût total 90,00 EUR) ;
- 4,30 EUR pour une carte d'identité - procédure d'extrême urgence avec livraison centralisée au SPF Intérieur (le coût de la délivrance (4,30 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (95,70 EUR), soit coût total 100,00 EUR) ;
- 12,40 EUR pour une carte d'identité - procédure d'extrême urgence (le coût de la délivrance (12,40 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (127,60 EUR), soit coût total 140,00 EUR) ;

Sur la demande et/ou l'activation de nouveaux codes pour une carte d'identité électronique :

- 10,00 EUR par demande et/ou activation ;

Sur la délivrance de passeports :

- 10,00 EUR pour un passeport - procédure normale (le coût de la délivrance (10,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Affaires étrangères (65,00 EUR), soit coût total 75,00 EUR) ;
- 10,00 EUR pour un passeport - procédure d'urgence (le coût de la délivrance (10,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Affaires étrangères (240,00 EUR), soit coût total 250,00 EUR) ,

Sur la délivrance de documents de voyage belge pour apatrides, réfugiés et étrangers qui ne peuvent obtenir de document de voyage auprès de leur propre autorité nationale ou d'une instance internationale :

- 5,00 EUR pour un document de voyage - procédure normale (le coût de la délivrance (5,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Affaires

étrangères (61,00 EUR), soit coût total 66,00 EUR) ;

- 5,00 EUR pour un document de voyage - procédure d'urgence (le coût de la délivrance (5,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Affaires étrangères (230,00 EUR), soit coût total 235,00 EUR) ;

Sur la délivrance de modèles 2 et de modèles 8, en application de l'arrêté royal du 16.07.1992 :

- 5,00 EUR par personne ;

Sur la délivrance de documents administratifs aux étrangers de plus de 12 ans :

1. Frais d'ouverture et suivi de dossier

- 5,00 EUR par personne ,

2. Titres de séjour non électroniques (attestations d'immatriculation modèle A)

- 10,00 EUR pour un titre de séjour ;
- 5,00 EUR pour une prorogation ,

3. Cartes électroniques, en application de l'article 31 de l'arrêté royal du 08 10.1981

- Aux ressortissants européens

- 9,00 EUR pour une carte - procédure normale (le coût de la délivrance (9,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (16,00 EUR), soit coût total 25,00 EUR) ;
- 6,00 EUR pour une carte - procédure d'urgence (le coût de la délivrance (6,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (84,00 EUR), soit coût total 90,00 EUR) ,
- 12,40 EUR pour une carte - procédure d'extrême urgence (le coût de la délivrance (12,40 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (127,60 EUR), soit coût total 140,00 EUR) ;

- Aux ressortissants non européens (avec données biométriques)

- 5,80 EUR pour une carte - procédure normale (le coût de la délivrance (5,80 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (19,20 EUR), soit coût total 25,00 EUR) ,
- 6,00 EUR pour une carte - procédure d'urgence (le coût de la délivrance (6,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (84,00 EUR), soit coût total 90,00 EUR) ;
- 12,40 EUR pour une carte - procédure d'extrême urgence (le coût de la délivrance (12,40 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Intérieur (127,60 EUR), soit coût total 140,00 EUR) ;

4 Annexes 3 - Déclarations d'arrivée (arrêté royal du 08.10 1981)

- 10,00 EUR pour une délivrance ;

5 Annexes 19 - Demande d'attestation d'enregistrement ou de carte d'identité d'étranger en qualité de ressortissant suisse

- 5,00 EUR pour une délivrance ,

6 Annexes 19ter - Demande de carte de séjour de membre de la famille d'un

citoyen de l'Union européenne ou de carte d'identité d'étranger en qualité de membre de la famille d'un ressortissant suisse

- 5,00 EUR pour une délivrance ;
- 7. Annexes 22 - Demande de séjour permanent (arrêté royal du 08 10 1981)
5,00 EUR pour une délivrance ;
- 8. Annexes 33 - Documents de séjour (arrêté royal du 08.10.1981)
 - 5,00 EUR pour une délivrance ;
- 9 Annexes 35 - Documents spéciaux de séjour (arrêté royal du 08 10.1981)
 - 5,00 EUR pour une première délivrance ;
 - 5,00 EUR pour une prorogation ;
- 10 Permis de travail
 - 5,00 EUR par permis ;

Sur l'introduction et le suivi d'un dossier de demande d'autorisation de séjour (article 25/2 de l'arrêté royal du 08.10.1981 et articles 9bis, 10 et 12bis de la loi du 15.12.1980) :

- 50,00 EUR par dossier ;

Sur la délivrance de permis de conduire :

1. Permis de conduire provisoires
 - 5,00 EUR pour un permis de conduire provisoire (le coût de la délivrance (5,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Mobilité et Transports (20,00 EUR), soit coût total 25,00 EUR) ;
- 2 Permis de conduire permanents (catégories A, B et BE) et/ou limités (catégories C, D, CE et DE)
 - 5,00 EUR pour un permis de conduire permanent et/ou limité (le coût de la délivrance (5,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Mobilité et Transports (20,00 EUR), soit coût total 25,00 EUR) ;
 - 5,00 EUR pour un duplicata, un changement de catégorie, un échange de permis de conduire étranger, etc... (le coût de la délivrance (5,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Mobilité et Transports (20,00 EUR), soit coût total 25,00 EUR) ,
- 3 Permis de conduire internationaux
 - 5,00 EUR pour un permis de conduire international (le coût de la délivrance (5,00 EUR) est à augmenter du montant facturé par le SPF Mobilité et Transports (16,00 EUR), soit coût total 21,00 EUR) ;

Sur la délivrance d'extraits de casier judiciaire et de certificats de moralité :

- 8,00 EUR par document ;

Sur la délivrance de tous autres documents, certificats, extraits, attestations, certifications pour copies conformes, autorisations, etc. :

- 5,00 EUR par document ;

Sur la légalisation de signatures :

- 5,00 EUR par légalisation ;

Sur la délivrance d'extraits des registres d'état civil :

- 5,00 EUR par document ;

Sur l'introduction et le suivi d'un dossier d'acquisition, d'attribution et/ou de renonciation de nationalité :

- 50,00 EUR par dossier ;

Sur la transcription d'actes authentiques dressés à l'étranger :

- 50,00 EUR par transcription ;

Sur la confection et la délivrance de carnets de mariage :

- 25,00 EUR par carnet de mariage ;

Sur la déclaration de cohabitation légale :

- 20,00 EUR par déclaration ,

Sur l'introduction et le suivi d'un dossier en matière de recherche de paternité, de maternité et de comaternité :

- 20,00 EUR par dossier ;

Sur l'introduction et le suivi d'un dossier en matière de changement de prénoms :

- 490,00 EUR par dossier ,

La taxe peut toutefois être réduite à 49,00 EUR dans les cas suivants :

- lorsque la personne a la conviction que le sexe mentionné dans son acte de naissance ne correspond pas à son identité de genre vécue intimement. Cette demande doit être accompagnée d'une déclaration sur l'honneur et ne peut être faite qu'une seule fois ;
- lorsque le prénom est ridicule ou odieux ;
- lorsque le prénom est de consonance étrangère ,
- lorsque le prénom est de nature à prêter à confusion ;
- lorsque le prénom n'est modifié que par l'ajout ou la suppression d'un signe diacritique ou de ponctuation ;
- lorsque le prénom est abrégé.

Sur la délivrance de renseignements urbanistiques :

- 80,00 EUR par réponse à toute demande de renseignements urbanistiques ;

Sur la délivrance de documents reprenant les données personnelles que contient un

fichier au sujet de la personne qui en demande communication :

- 5,00 EUR quel que soit le nombre de fichiers pour lesquels la communication est demandée ,

Sur l'inscription dans les registres communaux après une radiation d'office :

- 50,00 EUR par dossier ;

CONTRIBUABLE

Article 4 -

La taxe est due par la personne physique ou morale qui demande le document.

EXONERATIONS

Article 5.-

Sont exonérés de la taxe :

- a. les extraits des registres de population et d'état civil, les extraits de casier judiciaire, les modèles 2, les légalisations de signatures, les certifications conformes délivrés aux particuliers à destinations du C.P.A S. ;
- b. les extraits des registres de population, les extraits de casier judiciaire, les modèles 2, délivrés dans le cadre d'une procédure en Justice de paix, d'une demande destinée aux divers établissements d'enseignement ou à une agence immobilière sociale ;
- c. les extraits des registres de population et d'état civil, les extraits de casier judiciaire, les modèles 2, les légalisations de signatures, les certifications conformes délivrés aux particuliers en matière fiscale, de pension légale, de distinction honorifique, de prêt hypothécaire, de demande de primes régionales, de demande de bourses d'études, d'allocations sociales (allocations familiales, allocations pour personnes handicapées), de mutuelle, de tarif social (tarif téléphonique social, tarif solidaire, ...) ainsi que ceux délivrés aux personnes à la recherche d'un logement social ;
- d. les extraits des registres de population et d'état civil, les extraits de casier judiciaire, les modèles 2, les légalisations de signatures, les certifications conformes délivrés aux chômeurs et aux jeunes chercheurs d'emploi en période d'attente d'allocation de chômage, sur présentation, d'une part, de la carte de contrôle C 3 A et, d'autre part, du document A 23 et ce, uniquement en vue de la recherche d'un emploi ainsi que ceux délivrés dans le cadre de la conservation d'un emploi ;
- e. les extraits des registres de population et d'état civil, les extraits de casier judiciaire, les modèles 2, les légalisations de signatures, les certifications conformes délivrés dans le cadre d'opérations humanitaires et de bénévolat ,
- f. les extraits des registres de population et d'état civil, les extraits de casier judiciaire, les modèles 2, les légalisations de signatures, les certifications conformes délivrés à des personnes dont l'indigence est dûment constatée ;
- g. les passeports et les documents de voyage délivrés aux enfants âgés de 0 à 17 ans inclus

RECOUVREMENT

Article 6.-

La taxe est payable dans les 15 jours de l'envoi de la demande de paiement

À défaut de paiement intégral de la taxe dans le délai imparti, un premier rappel sans frais est envoyé au contribuable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le

paiement.

Article 7.-

Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée et est immédiatement exigible

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, des frais administratifs d'un montant de 10,00 EUR sont réclamés au contribuable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Article 8.-

À défaut de paiement à l'échéance, une mise en demeure est adressée dans les 3 mois de ladite échéance.

Les frais de cette mise en demeure d'un montant de 15,00 EUR sont à charge du contribuable.

En cas de non-paiement dans les délais prescrits, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte.

Conformément aux dispositions du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du contribuable.

De plus, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat.

RECLAMATIONS

Article 9.-

La réclamation doit être introduite par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins et, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter soit de la date de la notification de la taxe, soit de la perception au comptant, soit du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Elle doit être signée et motivée par le contribuable ou son représentant.

Si le contribuable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

Article 10.-

Un accusé de réception est adressé au contribuable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Article 11.-

Si le contribuable ou son représentant en a fait la demande expresse dans la réclamation, il est invité à être entendu lors d'une audition.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins ou toute personne désignée par celui-ci communique au contribuable et à son représentant la date de l'audition ainsi que les jours et heures auxquels le dossier peut être consulté. Cette communication est faite 15 jours calendrier au moins avant le jour de l'audition.

La présence à l'audition doit être confirmée par le contribuable ou son représentant au Collège des Bourgmestre et Echevins ou à la personne désignée par celui-ci, par écrit, au moins 7 jours calendrier avant le jour de l'audition.

Article 12.-

Endéans un délai de 6 mois à compter de la date de réception de la réclamation, le Collège des Bourgmestre et Echevins statue par une décision motivée. Ce délai est prolongé de 3 mois si la taxe contestée a été opérée d'office.

La décision est notifiée, par lettre recommandée, au contribuable et à son représentant. Cette lettre mentionne l'instance auprès de laquelle un recours peut être introduit ainsi que les délais et formes applicables.

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins est irrévocable si le recours n'a pas été introduit dans les délais auprès de l'instance compétente.

Article 13.-

La décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins ou l'absence de décision

dans les délais visés à l'article 12 ou via le droit à un recours auprès du Tribunal de Première Instance de Bruxelles.

Le jugement du Tribunal de Première Instance est susceptible d'opposition ou d'appel. L'arrêt de la Cour d'Appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Les formes, délais ainsi que la procédure applicable à ces recours sont réglés comme en matière d'impôts d'Etat sur le revenu et sont valables pour toutes les parties en cause

Article 14.-

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 03.04.2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, les dispositions du titre VII, chapitres 1, 3, 4, 6 à 9bis inclus du Code des impôts sur les revenus et les articles 126 à 175 inclus de l'arrêté d'exécution de ce Code sont applicables aux taxes communales pour autant qu'elles ne concernent pas spécifiquement les impôts sur les revenus

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants . 32 votes positifs.

GR - Belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten - Wijziging

DE RAAD,

Gelet op het belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.05.2018, verbindend geworden op datum van 28.05.2018, toepasselijk voor de periode van 01.06.2018 tot 31.12.2018 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ,

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement van 03.04.2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, gewijzigd op 12.02.2015 ;

Gelet op de wet van 15.05.1987 betreffende de namen en voornamen, gewijzigd door de wetten van 15.05.2007 en 25.06.2017 ;

Gelet op de wet van 18.06.2018 houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing, met name titel 3 betreffende diverse wijzigingen inzake het naamrecht ;

Gelet op de financiële toestand van Gemeente ;

Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet innen om zijn uitgaven te verzekeren ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ,

BESLUIT het belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten als volgt te wijzigen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.-

Er wordt, voor de periode van 24.09.2018 tot 31.12.2018, een gemeentebelasting geheven op de afgifte van bestuursdocumenten

Artikel 2.-

De belasting betreffende de afgifte van bestuursdocumenten wordt contant geïnd.

AANSLAGVOET

Artikel 3 -

De aanslagvoet van de belasting wordt als volgt vastgesteld :

Op de afgifte van identiteitsbewijzen aan kinderen van buitenlandse nationaliteit onder de 12 jaar :

- 2,00 EUR voor een bewijs van identiteit ;

Op de afgifte van elektronische identiteitskaarten aan kinderen van Belgische nationaliteit onder de 12 jaar (kids-ID) :

- 3,60 EUR voor een identiteitskaart - normale procedure (kosten van de afgifte (3,60 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (6,40 EUR), hetzij totale kosten 10,00 EUR) ,
- 6,00 EUR voor een identiteitskaart - spoedprocedure (kosten van de afgifte (6,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (84,00 EUR), hetzij totale kosten 90,00 EUR) ;
- 4,30 EUR voor een identiteitskaart - extreme spoedprocedure met gecentraliseerde levering bij de FOD Binnenlandse Zaken (kosten van de afgifte (4,30 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (95,70 EUR), hetzij totale kosten 100,00 EUR) ,
- 12,40 EUR voor een identiteitskaart - extreme spoedprocedure (kosten van de afgifte (12,40 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (127,60 EUR), hetzij totale kosten 140,00 EUR) ;
- 4,40 EUR voor een identiteitskaart vanaf het 2de kind uit hetzelfde gezin en ingeschreven op hetzelfde adres - spoedprocedure en extreme spoedprocedure (kosten van de afgifte (4,40 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (55,60 EUR), hetzij totale kosten 60,00 EUR) ;

Op de afgifte van elektronische identiteitskaarten, in toepassing van het koninklijk besluit van 25.03.2003 :

- 9,00 EUR voor een identiteitskaart - normale procedure (kosten van de afgifte (9,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (16,00 EUR), hetzij totale kosten 25,00 EUR) ;
- 6,00 EUR voor een identiteitskaart - spoedprocedure (kosten van de afgifte (6,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (84,00 EUR), hetzij totale kosten 90,00 EUR) ;
- 4,30 EUR voor een identiteitskaart - extreme spoedprocedure met gecentraliseerde levering bij de FOD Binnenlandse Zaken (kosten van de afgifte (4,30 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (95,70 EUR), hetzij totale kosten 100,00 EUR) ;
- 12,40 EUR voor een identiteitskaart - extreme spoedprocedure (kosten van de afgifte (12,40 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (127,60 EUR), hetzij totale kosten 140,00 EUR) ;

Op de aanvraag en/of activering van nieuwe codes voor een elektronische identiteitskaart :

- 10,00 EUR per aanvraag en/of activering ,

Op de afgifte van reispassen :

- 10,00 EUR voor een reispas - normale procedure (kosten van de afgifte (10,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Buitenlandse Zaken wordt gefactureerd (65,00 EUR), hetzij totale kosten 75,00 EUR) ;
- 10,00 EUR voor een reispas - spoedprocedure (kosten van de afgifte (10,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Buitenlandse Zaken wordt gefactureerd (240,00 EUR), hetzij totale kosten 250,00 EUR) ;

Op de afgifte van Belgische reisdocumenten voor staatlozen, vluchtelingen en vreemdelingen die geen reisdocument kunnen bekomen bij hun eigen nationale overheid of bij een internationale instantie :

- 5,00 EUR voor een reispas - normale procedure (kosten van de afgifte (5,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Buitenlandse Zaken wordt gefactureerd (61,00 EUR), hetzij totale kosten 66,00 EUR) ,
- 5,00 EUR voor een reispas - spoedprocedure (kosten van de afgifte (5,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Buitenlandse Zaken wordt gefactureerd (230,00 EUR), hetzij totale kosten 235,00 EUR) ;

Op de afgifte van modellen 2 en modellen 8, in toepassing van het koninklijk besluit van 16.07.1992 :

- 5,00 EUR per persoon ;

Op de afgifte van bestuursdocumenten aan de vreemdelingen van meer dan 12 jaar :

- 1 Kosten voor het openen en de follow-up van een dossier
 - 5,00 EUR per persoon ;
2. Niet-elektronische verblijfsvergunningen (attesten van immatriculatie model A)
 - 10,00 EUR voor een verblijfsvergunning ;
 - 5,00 EUR voor een verlenging ,
3. Elektronische kaarten, in toepassing van artikel 31 van het koninklijk besluit van 08 10 1981
 - Aan de Europese onderdanen
 - 9,00 EUR voor een kaart - normale procedure (kosten van de afgifte (9,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (16,00 EUR), hetzij totale kosten 25,00 EUR) ;
 - 6,00 EUR voor een kaart - spoedprocedure (kosten van de afgifte (6,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (84,00 EUR), hetzij totale kosten 90,00 EUR) ;
 - 12,40 EUR voor een kaart - extreme spoedprocedure (kosten van de afgifte (12,40 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (127,60 EUR), hetzij totale kosten 140,00 EUR) ,
 - Aan de niet-Europese onderdanen (met biometrische kenmerken)
 - 5,80 EUR voor een kaart - normale procedure (kosten van de

afgifte (5,80 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (19,20 EUR), hetzij totale kosten 25,00 EUR),

- 6,00 EUR voor een kaart - spoedprocedure (kosten van de afgifte (6,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (84,00 EUR), hetzij totale kosten 90,00 EUR);

- 12,40 EUR voor een kaart - extreme spoedprocedure (kosten van de afgifte (12,40 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Binnenlandse Zaken wordt gefactureerd (127,60 EUR), hetzij totale kosten 140,00 EUR);

4. Bijlagen 3 - Aankomstverklaringen (koninklijk besluit van 08.10.1981)

- 10,00 EUR voor een afgifte;

5. Bijlagen 19 - Aanvraag van een verklaring van inschrijving of van een identiteitskaart voor vreemdelingen in de hoedanigheid van Zwitserse onderdaan

- 5,00 EUR voor een afgifte,

6. Bijlagen 19ter - Aanvraag voor een verblijfskaart van een familielid van een burger van de Europese Unie of voor een identiteitskaart voor vreemdelingen, in de hoedanigheid van familielid van een Zwitserse onderdaan

- 5,00 EUR voor een afgifte;

7. Bijlagen 22 - Aanvraag om duurzaam verblijf (koninklijk besluit van 08.10.1981)

5,00 EUR voor een afgifte,

7. Bijlagen 33 - Verblijfsdocumenten (koninklijk besluit van 08.10.1981)

- 5,00 EUR voor een afgifte;

8. Bijlagen 35 - Bijzondere verblijfsdocumenten (koninklijk besluit van 08.10.1981)

- 5,00 EUR voor een eerste afgifte;

- 5,00 EUR voor een verlenging;

9. Werkvergunningen

- 5,00 EUR per vergunning;

Op het indienen en de follow-up van een dossier van een aanvraag tot verblijf (artikel 25/2 van het koninklijk besluit van 08.10.1981 en artikels 9bis, 10 en 12bis van de wet van 15.12.1980) :

- 50,00 EUR per dossier;

Op de afgifte van rijbewijzen :

1 Voorlopige rijbewijzen

- 5,00 EUR voor een voorlopig rijbewijs (kosten van de afgifte (5,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Mobiliteit en Vervoer wordt gefactureerd (20,00 EUR), hetzij totale kosten 25,00 EUR),

2. Permanente (categorien A, B en BE) en/of beperkte (categorien C, D, CE en DE) rijbewijzen

- 5,00 EUR voor een permanent en/of beperkt rijbewijs (kosten van de afgifte (5,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Mobiliteit en Vervoer wordt gefactureerd (20,00 EUR), hetzij totale kosten 25,00 EUR) ;

- 5,00 EUR voor een duplicaat, een verandering van categorie, een uitwisseling van een vreemdelingenrijbewijs, enz. (kosten van de afgifte (5,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Mobiliteit en Vervoer wordt gefactureerd (20,00 EUR), hetzij totale kosten 25,00 EUR) ;

3 Internationale rijbewijzen

- 5,00 EUR voor een internationaal rijbewijs (kosten van de afgifte (5,00 EUR) zijn te verhogen met het bedrag dat door de FOD Mobiliteit en Vervoer wordt gefactureerd (16,00 EUR), hetzij totale kosten 21,00 EUR) ,

Op de afgifte van uittreksels van het strafregister en van getuigschriften van moraliteit :

- 8,00 EUR per document ;

Op de afgifte van alle andere documenten, getuigschriften, uittreksels, bewijsstukken, eensluitend verklaarde uittreksels, vergunningen, enz. :

- 5,00 EUR per document ;

Op de legalisatie van handtekeningen :

- 5,00 EUR per legalisatie ;

Op de afgifte van uittreksels van de registers van burgerlijke stand :

- 5,00 EUR per document ;

Op het indienen en de follow-up van een dossier van nationaliteitsverkrijging, nationaliteitstoekenning en/of afstandsverklaring van nationaliteit :

- 50,00 EUR per dossier ;

Op de inschrijving van authentieke akten opgesteld in het buitenland :

- 50,00 EUR per inschrijving ,

Op de confectie en de afgifte van trouwboekjes :

- 25,00 EUR per trouwboekje ;

Op de afgifte van wettelijke samenwoning :

- 20,00 EUR per afgifte ;

Op het indienen en de follow-up van een dossier van erkenning inzake het onderzoek

naar het vaderschap, moederschap en meemoederschap :

- 20,00 EUR per dossier ;

Op het indienen en de follow-up van een dossier inzake verandering van voornamen :

- 490,00 EUR per dossier ;

De belasting kan echter verminderd worden voor 49,00 EUR in de volgende gevallen :

- wanneer de persoon overtuigd is dat het geslacht vermeld in zijn geboorteakte niet overeenstemd met zijn innerlijke beleefde genderidentiteit. Dit verzoek moet vergezeld zijn van een verklaring op eer en kan maar één keer worden gedaan ;
- wanneer de voornaam belachelijk of afschuwelijk is ;
- wanneer de voornaam vreemd klinkt ;
- wanneer de voornaam verwarring schept ;
- wanneer de voornaam slechts gewijzigd wordt door de toevoeging of de verwijdering van een diakritisch teken of leesteken ,
- wanneer de voornaam afgekort is.

Op de afgifte van stedenbouwkundige inlichtingen :

- 80,00 EUR per antwoord op iedere aanvraag van stedenbouwkundige inlichtingen ;

Op de afgifte van documenten met persoonsgegevens vermeld in een gegevensbestand met betrekking tot de persoon die om de mededeling vraagt :

- 5,00 EUR ongeacht het bestandsaantal waarvoor de mededeling gevraagd is ;

Op de inschrijving in de gemeenteregisters na een afvoering van ambtswege :

- 50,00 EUR per dossier ,

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 4 -

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die het document aanvraagt.

VRIJSTELLINGEN

Article 5.-

Zijn van de belasting vrijgesteld :

- a. de uittreksels uit de registers van bevolking en van burgerlijke stand, de uittreksels van het strafregister, de modellen 2, de legalisaties van handtekeningen, de voor eensluidend verklaarde afschriften, afgegeven aan de particulieren ter bestemming van het O C M.W. ;
- b. de uittreksels uit de registers van bevolking, de uittreksels van het strafregister, de modellen 2, afgegeven in het kader van een procedure bij het

Viedegerecht, voor een aanvraag bestemd voor diverse onderwijsinstellingen of aan een sociaal vastgoedkantoor ;

- c. de uittreksels uit de registers van bevolking en van burgerlijke stand, de uittreksels van het staafregister, de modellen 2, de legalisaties van handtekeningen, de voor eensluidend verklaarde afschriften, afgegeven aan particulieren inzake belastingen, wettelijk pensioen, eredeerisheiding, hypotheeklening, aanvraag van gewestelijke premies, aanvraag van studiebeurzen, sociale uitkeringen (kinderbijslag, uitkeringen aan gehandicapten), mutualiteit, sociaal tarief (sociaal telefoontarief, solidariteitstarief, ..) evenals deze afgegeven aan de personen die op zoek zijn naar een sociale woning ;
- d de uittreksels uit de registers van bevolking en van burgerlijke stand, de uittreksels van het strafregister, de modellen 2, de legalisaties van handtekeningen, de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan werklozen en jonge werkzoekenden in wachtperiode van werkloosheidsuitkering, op vertoon van enerzijds hun controleschrift C 3 A en, anderzijds, van hun document A 23, en dit enkel voor het zoeken naar werk, evenals deze afgegeven in het kader van het behoud van een werk ;
- e de uittreksels uit de registers van bevolking en van burgerlijke stand, de uittreksels van het strafregister, de modellen 2, de legalisaties van handtekeningen, de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven in het kader van een humanitaire actie en van vrijwilligerswerk ,
- f. de uittreksels uit de registers van bevolking en van burgerlijke stand, de uittreksels van het strafregister, de modellen 2, de legalisaties van handtekeningen, de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan personen waarvan de behoeftigheid behoorlijk werd vastgesteld ;
- g. de reispassen en de reisdocumenten afgegeven aan kinderen van 0 tot 17 jaar mbegrepen

INVORDERING

Artikel 6 -

De belasting moet worden betaald binnen 15 dagen na de verzending van de betalingsaanvraag.

Bij gebrek aan de volledige betaling van de belasting binnen de toegekende termijn, wordt een eerste kosteloze herinnering gestuurd naar de belastingplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren.

Artikel 7.-

Als de contante inning niet mogelijk is, wordt de belasting een kohierbelasting die onmiddellijk opeisbaar is.

Indien een tweede herinnering noodzakelijk is, worden administratieve kosten voor een bedrag van 10,00 EUR geeist van de belastingplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren.

Artikel 8.-

Bij gebrek aan betaling op de vervaldatum, wordt een ingebrekestelling gestuurd naar de belastingplichtige binnen de 3 maanden na de betreffende vervaldatum

De kosten van deze ingebrekestelling van 15,00 EUR zullen ten laste van de belastingplichtige zijn

In geval van niet betaling binnen de voorgeschreven termijnen wordt op verzoek van de Gemeenteontvanger een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op basis van een dwangbevel.

Conform de voorzieningen van het Stafwetboek, vallen de kosten van deze procedure volledig ten laste van de belastingplichtige.

Bovendien, zijn de bepalingen betreffende de verwijntresten inzake de Rijksbelastingen op de inkomsten geldig

BEZWAREN

Artikel 9 -

Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen en, op straffe van verval, moet worden ingediend binnen een termijn van 3 maanden te rekenen vanaf hetzij de datum van de kennisgeving van de belasting, hetzij de datum van de contante inning, hetzij de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

Het moet ondeutkend en gemotiveerd worden door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger.

Indien de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger wenst gehoord te worden in het kader van het bezwaar, moet hij dit uitdrukkelijk vermelden in het bezwaar

Artikel 10.-

Een ontvangstmelding wordt gestuurd aan de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger binnen 15 kalenderdagen na de indiening van het bezwaarschrift.

Artikel 11.-

Als de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd op een hoorzitting.

Het College van Burgemeester en Schepenen of elke persoon die het heeft aangesteld, deelt aan de belastingplichtige en aan zijn vertegenwoordiger de datum van de hoorzitting mee, evenals de dagen en uren waarop het dossier geraadpleegd kan worden. Deze mededeling geschiedt ten minste 15 kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting.

De aanwezigheid op de hoorzitting moet door de belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger aan het College van Burgemeester en Schepenen of de persoon die het heeft aangesteld, schriftelijk en ten minste 7 kalenderdagen vóór de dag van de hoorzitting bevestigd worden.

Artikel 12.-

Binnen een termijn van 6 maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift, doet het College van Burgemeester en Schepenen uitspraak op basis van een met redenen omklede beslissing.

Deze termijn wordt met 3 maanden verlengd als de betwiste aanslag ambtshalve werd gevestigd.

De beslissing wordt per aangetekende brief meegedeeld aan de belastingplichtige en aan zijn vertegenwoordiger.

Deze brief vermeldt de instantie waarbij beroep kan worden ingesteld, evenals de ter zake geldende termijn en vormen.

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen is onherroepelijk wanneer het beroep niet tijdig bij de bevoegde instantie is ingesteld

Artikel 13.-

Tegen de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen of bij gebrek aan beslissing binnen de in artikel 12 bedoelde termijnen, kan beroep worden ingesteld bij de Rechtbank van Eerste Aanleg.

Het vonnis van de Rechtbank van Eerste Aanleg is vatbaar voor verzet of beroep.

Tegen het arrest van het Hof van Beroep kan cassatieberoep worden ingesteld

De vormen, de termijnen en de procedure voor deze beroepen worden geregeld zoals inzake rijksinkomstenbelastingen en gelden voor alle betrokken partijen.

Artikel 14 -

Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen van de ordonnantie van 03/04/2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen,

zijn de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 6 tot en met 9bis van het Wetboek der Inkomstenbelastingen en artikel 126 tot en met 175 van het uitvoeringsbesluit van dat Wetboek van toepassing op de gemeentebelastingen, voor zover ze niet specifiek de belastingen op de inkomsten betreffen.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers 32 positieve stemmen.

Développement durable Agenda 21 - Duurzame ontwikkeling Agenda 21

18 09.2018/A/0028 CC - Environnement et développement durable - Répartition de subsides en faveur d'associations actives dans divers projets environnementaux et de développement durable - Exercice 2018

LE CONSEIL,

Vu les crédits inscrits à l'article de dépenses 8790/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018 en vue de permettre l'attribution de subsides en faveur d'associations actives dans divers projets environnementaux et de développement durable ;

Considérant que le Conseil communal doit préciser le nom des associations bénéficiaires desdits subsides ;

Considérant la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins, inscrite dans la Note de politique générale 2013-2018, de "soutenir et amplifier les initiatives des "quartiers durables" et des associations favorisant la transition écologique" ;

Considérant la stratégie pluriannuelle de répartition des subsides inscrits à l'article 8790/332-02 sous la rubrique "Environnement - Développement durable - Subsides aux associations environnementales et de développement durable" validée en séance du Conseil communal du 30 09.2014 et complétée en séance du Conseil communal du 20.12.2016 selon laquelle, d'une part, les associations environnementales et de développement durable peuvent solliciter l'octroi d'un subside de soutien structurel annuel de la part de la commune et selon laquelle, d'autre part, des subsides ponctuels peuvent également être sollicités pour de petites initiatives de développement durable à Woluwe-Saint-Pierre ;

DECIDE d'attribuer en tant que subside ponctuel un crédit d'un montant de 250,00 EUR inscrit à l'article de dépenses 8790/332-02 du service ordinaire du budget de l'exercice 2018 en faveur du QUARTIER DURABLE CHANT D'OISEAU, avenue du Chant d'Oiseau 40, 1150 Bruxelles pour l'organisation de l'animation "Kiosque à graines - Promotion des potagers en ville" lors des portes ouvertes du Centre Communautaire du Chant d'oiseau.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

32 votants . 32 votes positifs

Secrétariat - Secretariaat

18 09.2018/A/0029 **CC - Interpellation - "Situation au Centre scolaire Eddy Merckx" (Mme Alexia BERTRAND)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Situation au Centre scolaire Eddy Merckx"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Alexia BERTRAND, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de Mme Alexia BERTRAND, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée :

"Monsieur l'Echevin,

J'ai pris connaissance de la lettre adressée par les enseignants de l'Ecole Eddy Merckx à la Ministre de l'enseignement le 4 septembre.

Elle décrit une situation catastrophique et pointe des dysfonctionnements graves.

Pouvez-vous nous dire ce qui a été mis en place suite à la réception de cette lettre pour assurer la rentrée la plus sereine possible?

Je vous rappelle un extrait de la lettre qui décrit la situation. Je vous saurais gré de nous donner un état des lieux de la situation et des actions du Collège depuis la rentrée.

Le dialogue a-t-il été rétabli?

A l'heure à laquelle nous vous écrivons, notre établissement scolaire est sans direction et ce, depuis plus d'un an, sans secrétariat de direction (la secrétaire est en pension depuis le 29 août), nous n'avons pas reçu nos attributions ni nos horaires (or la rentrée des élèves du premier degré a eu lieu aujourd'hui même et celle du 2° et 3° degré a lieu jeudi), notre Pouvoir Organisateur a pris la décision de ne pas reprendre une dizaine de professeurs temporaires sans les avertir et sans les avoir évalués (certains d'entre eux sont venus travailler alors qu'ils ne sont pas réengagés) ce qui provoque un manque de près de 20 professeurs dans notre effectif, des travaux sont en cours dans les sanitaires de la section Education Physique, ce qui rend l'accès insécurisé au bâtiment (cfr. photos ci-jointes) et les conditions d'hygiène pour les élèves de cette section inacceptables. De nombreux autres dysfonctionnements graves doivent encore vous être détaillés, impliquant le non-respect du cadre législatif depuis de longues années, raisons pour lesquelles nous souhaiterions vous rencontrer de toute urgence?" ,

2. la réponse qui lui est donnée par M Serge de PATOUL, échevin, et par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

18 09.2018/A/0030 **CC - Interpellation - "Situation au Centre scolaire Eddy Merckx" (Mme Cécile VAINSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Bilan de la majorité en matière de gouvernance"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Cécile VAINSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

- 1 l'interpellation de Mme Cécile VAINSEL, conseillère communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée .
"Monsieur le Bourgmestre,
Je vous interpelle ce jour à propos du CSEM.
Nous nous étions réjouis d'apprendre en 2017 la création d'une association de parents au sein de l'école
En date du 6 août 2018, nous avons tous reçu un courriel inquiet de sa part. Celle-ci soulignait que l'école n'avait plus de direction depuis septembre 2017 et estimait cette situation très préoccupante. Elle s'interrogeait également sur les raisons qui avaient conduit Madame Abecassis à retirer sa candidature.
Par ailleurs, découragés par le manque de dialogue, cette association a fini par s'adresser directement à la Ministre de l'Enseignement.
Certains enseignants décrivent en effet une association chaotique Les attributions n'avaient pas été faites, de même que les horaires, à la date du 3 septembre.
Des travaux dans les toilettes et le rez de chaussée rendent le bâtiment inaccessible.
20 professeurs maquent à l'appel, car comme temporaires, ils n'ont pas été renouvelés en l'absence de direction" ;
2. la réponse qui lui est donnée par M. Serge de PATOUL, échevin, et par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

18.09.2018/A/0031 **CC - Interpellation - "Evolution de la situation au Centre scolaire Eddy Merckx"**
(M. Jean-Claude LAES)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Evolution de la situation au Centre scolaire Eddy Merckx", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M Jean-Claude LAES, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M Jean-Claude LAES, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :
"Comment la situation a-t-elle évoluée depuis le dernier conseil communal ? » ;
2. la réponse qui lui est donnée par M Serge de PATOUL, échevin, et par M. Benoit CEREXHE, bourgmestre.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.

18.09.2018/A/0032 **CC - Interpellation - "Marchés publics et budgets finaux concernant les travaux place Dumon"**
(M. Aymeric de LAMOTTE et M. Aurélien DE BAUW)

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Marchés publics et budgets finaux concernant les travaux place Dumon", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M. Aymeric de LAMOTTE et de M. Aurélien DE BAUW, conseiller communaux ;

ENTEND

1. l'interpellation de M. Aymeric de LAMOTTE et de M. Aurélien DE BAUW, conseiller communaux, dont résumé ci-après établi par les intéressés :
"Messieurs les échevins compétents,
Nous vous interpellons afin de mettre un peu de lumière sur le cahier de charges ainsi que sur le coût final des travaux de la place Dumon. Nous souhaiterions disposer :
Du cahier des charges réalisé par la commune avant le lancement des marchés publics pour la place Dumon en format tableur xls, avec les prix par postes prévus par le bureau d'étude ;
D'une copie du travail du bureau d'étude ;
Les PV des collègues ayant trait aux décisions concernant ce marchés publics, les subsides reçus et le chantier ;
D'une copie du rapport d'analyse des offres des soumissionnaires avec leurs devis (cahier de charges avec les prix par poste) et du rapport du comité d'avis qui a classé ces offres ; D'une copie du bilan du réalisé actuel, le coût total actuel poste par poste depuis le début du chantier avec la part utilisée avec le subside et la part qui a dû être complétée par la commune. Ayant à ma disposition uniquement les chiffres budgétisés, nous souhaiterions disposer maintenant que la place est terminée, des coûts effectivement réalisés" ;
2. la réponse qui leur est donnée par M. Damien DE KEYSER, échevin.

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

18.09.2018/A/0033 **CC - Interpellation - "Problèmes de sanitaires, mauvaises odeurs et égouttage apparus dans le cadre du réaménagement de la place Dumon" (Mme Anne-Charlotte d'URSEL)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Problèmes de sanitaires, mauvaises odeurs et égouttage apparus dans le cadre du réaménagement de la place Dumon"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal ;

ENTEND :

1. *l'interpellation de Mme Anne-Charlotte d'URSEL, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressée .
"Monsieur le Bourgmestre, Monsieur l'échevin des travaux,
je me fais simplement le relais d'habitants, maraîchers et commerçants de la place Dumon qui se plaignent de mauvaises odeurs qui seraient apparues dans le cadre du réaménagement de la place Dumon
Les sanitaires fraîchement construits semblent poser problèmes.
La place aurait été réouverte récemment pour contrôler l'égouttage, j'ai pu constaté des trous effectués assez mal protégés d'ailleurs.
Cette problématique cause apparemment des désagréments en particulier aux maraîchers mais aussi aux clients potentiels des nouveaux café et glacier construits sous le nouveau auvent de la place ainsi qu'à ceux de la friterie Charles.
Savez-vous aujourd'hui de quoi il s'agit exactement ?
S'agit-il d'une énième erreur de l'entrepreneur ?
Si oui, quelle a été votre réaction face à lui ?*

- Comment comptez remédier à cette problématique ?" ;*
2. *la réponse qui lui est donnée par M Damien DE KEYSER, échevin*

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée

Willem Draps quitte la séance / verlaat de zitting.

18.09.2018/A/0034 **CC - Interpellation - "Plaines de jeux communales : bilan et questions" (M. Tanguy VERHEYEN)**

LE CONSEIL,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Plaines de jeux communales : bilan et questions"", inscrit à l'ordre du jour du Conseil communal à la demande de M Tanguy VERHEYEN, conseiller communal ;

ENTEND :

1. l'interpellation de M. Tanguy VERHEYEN, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :

"Monsieur le Bourgmestres,

Au cours de ces 6 dernières années, certaines plaines de jeux ont été rénovées tandis que d'autres sont restées en l'état.

Quels ont été les critères objectifs qui ont déterminés ces rénovations ? Quels montants ont été consacrés pour chaque plaine de jeux rénovée ? A quand date les dernières remises en état des plaines de jeux n'ayant pas fait l'objet de travaux ?

Une rénovation de la plaine de jeux avenue Frère Legram au Chant d'Oiseau est en cours.

Suite à des contacts avec les habitants et utilisateurs de cet espace, je souhaiterais connaître les raisons qui ont menées à certains changements. Par ailleurs pourriez-vous me communiquer le budget total et le financement prévu pour ce poste ?

Le mur d'escalade a remplacé le bac à sable et est moins accessibles pour les tous petits, quelle est la raison de ce choix ? Ce mur d'escalade est fait de cordes synthétique et on me signale qu'elles blessent les mains des enfants, pouvez-vous apporter des changements au cordage ? Un cordon devant le carrousel empêche par moment l'accès, ou tend à indiquer un danger Quelle est la raison de ceci ? Pourquoi ce cordon est tantôt présent, tantôt retiré ?" ,

2. la réponse qui lui est donnée par M Damien DE KEYSER, échevin ,
3. de même que l'intervention de M. Aurélien DE BAUW, conseiller communal

Le Conseil prend acte de l'interpellation et de la réponse donnée.
